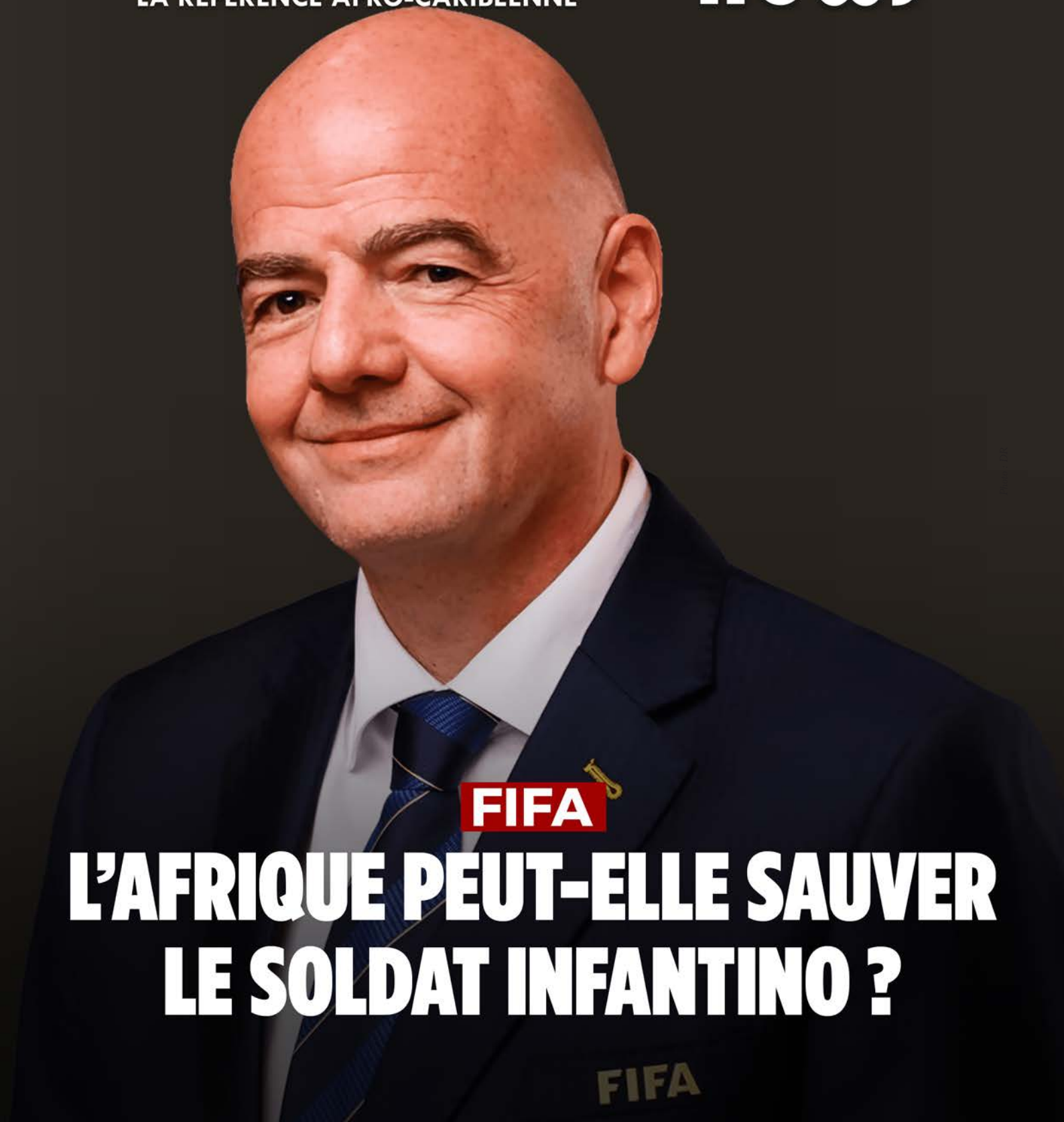


DIASPORAS

news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE



FIFA

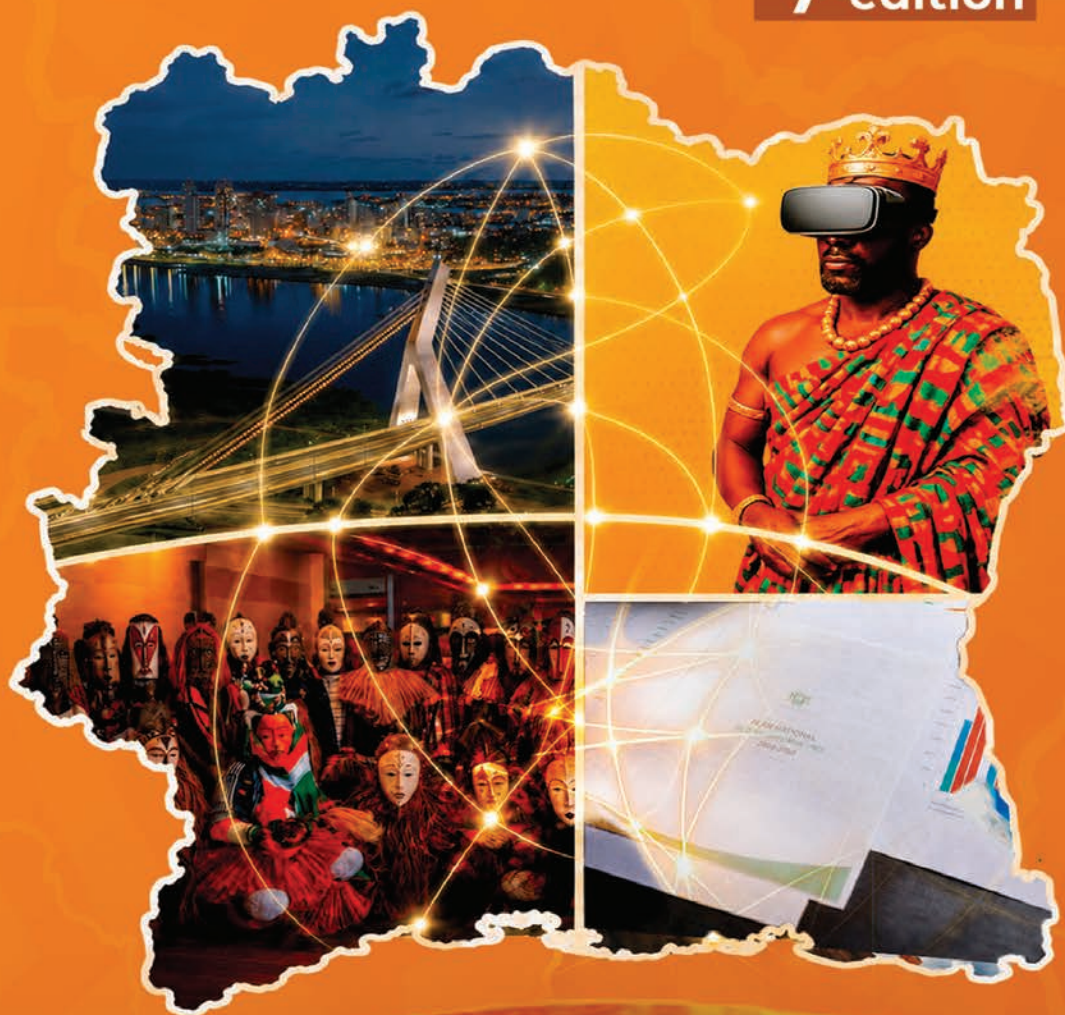
**L'AFRIQUE PEUT-ELLE SAUVER
LE SOLDAT INFANTINO ?**

FIFA

CONNECT CÔTE D'IVOIRE

Expo des Régions et Districts

7^e édition



30 SEPT au 02 OCT 2026

Parc des
Expositions
d'Abidjan



INSCRIVEZ-VOUS GRATUITEMENT
www.connect.capitalgroupes.com

EXPLORER . DÉCOUVRIR . CONNECTER



DIASPORAS-NEWS

édité par DCS GROUP
Agence de Communication

Relations Publiques et Services

39, Rue Félix Faure
92700 COLOMBES - FRANCE

Site : www.diasporas-news.com

Tél. : +339 50 78 43 66

Mob. : +336 34 56 53 57

Fax : +339 55 78 43 66

contact@diasporas-news.com

Contact Publicité

+336 34 56 53 57

publicite@diasporas-news.com

Président - Directeur de Publication

Thomas DE MESSE ZINSOU
redaction@diasporas-news.com

Conseiller du Président

Clotaire KATI COULIBALY

ont collaboré à ce numéro :

Lamine THIAM - Malick DAHO

Jean-Christophe PAGNI

Marie Inès BIBANG - Alain DOSSOU

Guy Florentin YAMEOGO

Alfred AKASSIMADOU - Landry ANUARITE

Kalifa MARIKO - Yves-Alain LOPIKO

Redouane BENALI - Kokouvi EKLOU

Directrice Marketing

Relations Publiques

Coura SENE-DIACK

Direction Artistique

Christ ZEADE

Représentant en Côte d'Ivoire

Richard KAUL MELEDJE

Représentante au Togo

Valérie ABOKI

Développement Région Rhône-Alpes

Dieudonné SOME WENS

Développement Rhône

Valentin G. SIKELY

Développement Hérault

Benjamin AKA

Développement Ile de France

BOZ

Développement Haute-Garonne

Sonia Barbara OTE

Développement Alpes-Maritimes

Christian BOUTILIER

Dépôt Légal : à parution

ISSN : 2105-3928

Impression : en France

La reproduction totale ou partielle des articles, photos ou dessins publiés dans ce magazine, sauf accord préalable, est interdite, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Les documents reçus deviennent propriété du magazine.

EDITO

QUAND LE MIRACLE ÉCONOMIQUE DU MAGHREB SE RETROUVE À SEC

Des files pour acheter de l'eau. Des quartiers plongés dans le noir. Des commerces à l'arrêt. Des hôtels qui doivent expliquer à leurs clients pourquoi le robinet ne coule plus. Ces images disent plus que tous les rapports : en Tunisie, l'eau et l'électricité ne vont plus de soi. Et lorsqu'il faut mobiliser les militaires pour distribuer de l'eau potable, ce n'est plus une simple difficulté estivale. C'est le symptôme d'une crise plus profonde.

Alors, comment le pays qui fut longtemps présenté comme l'un des modèles économiques du Maghreb en est-il arrivé là ? Le climat n'explique pas tout. La sécheresse et le changement climatique sont incontestables. La Tunisie manque d'eau et manquera probablement de plus en plus d'eau. Mais le climat ne peut pas être le seul coupable. Une sécheresse devient une crise lorsque les infrastructures et les politiques publiques ne sont plus capables d'y répondre. Réseaux vieillissants, pertes d'eau, investissements insuffisants, agriculture très consommatrice : pendant des années, les alertes se sont accumulées.

Même constat pour l'électricité. Lorsque la demande explose sous l'effet des fortes chaleurs, le réseau se retrouve sous tension. Et derrière les difficultés de la STEG, il y a une équation simple : produire et distribuer coûte cher, alors que les marges financières de l'État sont étroites.

L'eau et l'électricité racontent finalement la même histoire : celle d'un pays qui doit investir massivement au moment où il a le moins de moyens pour le faire. Une crise des infrastructures, mais surtout une crise du modèle. Le problème tunisien ne date pas de cet été. La croissance s'est essoufflée. L'investissement reste insuffisant. Le chômage demeure élevé. Les entreprises publiques pèsent lourdement sur les finances du pays. La crise de l'eau et de l'électricité n'est donc pas isolée. Elle est devenue le miroir d'une crise économique plus ancienne. Et le tourisme, l'un des piliers de l'économie tunisienne, se retrouve en première ligne.

La Tunisie vend au monde entier le soleil, la mer, le repos et l'hospitalité. Mais que vaut cette promesse lorsqu'un touriste ne sait pas s'il aura de l'eau ou de l'électricité ? On peut pardonner une chambre imparfaite. Beaucoup moins facilement un robinet à sec. Pourtant, la Tunisie a encore les cartes en main. C'est peut-être ce qui rend la



*La demande d'eau explose en Tunisie.
(Ph: DR)*

situation la plus frustrante.

La Tunisie n'est pas dépourvue d'atouts. Elle dispose d'une industrie, d'une population qualifiée, d'une diaspora puissante, d'une proximité exceptionnelle avec l'Europe et surtout d'un potentiel solaire considérable. Elle pourrait faire de ses contraintes un nouveau modèle. Attirer les investissements. Mais cela suppose une chose dont le pays a cruellement besoin : une stratégie de long terme. Pas des mesures d'urgence à chaque été. Pas des promesses après chaque coupure. Une stratégie.

La Tunisie n'est pas condamnée. Mais elle est à la croisée des chemins. Le véritable danger n'est pas seulement de manquer d'eau aujourd'hui. C'est de commencer à considérer la pénurie comme normale : remplir des bidons avant la coupure, stocker l'eau, prévoir le groupe électrogène, organiser sa vie autour de ce qui ne fonctionne plus. Car lorsqu'une société apprend à vivre avec la pénurie, la pénurie devient un modèle. C'est là que se joue l'avenir tunisien.

Le « miracle économique » du Maghreb n'est pas mort. Mais il doit changer de nature. La Tunisie ne pourra pas affronter un climat plus chaud, une compétition internationale plus dure et des ressources plus rares avec les recettes du passé.

Elle devra investir, réformer et surtout anticiper. Car un pays peut manquer d'eau. Il peut manquer d'électricité. Mais il ne doit jamais manquer de vision. La Tunisie est à sec. À elle de décider si cette sécheresse annonce son déclin ou... le début de sa renaissance.

Malick Daho



DOSSIER



Les pays de la zone UEMOA sont appelés à changer le FCFA en ECO.
(Ph: DR)

ECONOMIE

LE CHEMIN EST ENCORE LONG POUR PASSER DU CFA À L'ECO

La Cédéao veut lancer l'Eco en 2027. Mais ce sera sans la Guinée qui préfère utiliser sa monnaie nationale. L'échéance de 2027 pourrait ne pas tenir.

Les populations africaines verront-elles la nouvelle monnaie baptisée ECO, un jour ? La Cédéao prévoit en tout cas un lancement de l'Eco l'an prochain, soit plusieurs décennies après qu'a germé l'idée d'une monnaie unique. Pourquoi est-ce que ça

prend tant de temps ? La date initialement prévue pour le lancement de la monnaie unique était le 1er janvier 2003. Après cela il y a eu plusieurs reports. La Covid-19 est aussi passée par là, la pandémie a accru la dette publique des pays de la Cédéao. La question de la dette est d'ail-

leurs très importante car elle fait partie des fameux critères de convergence qui sont des sortes de conditions à remplir par les pays pour pouvoir adhérer à l'Eco.

Le dernier sommet de la Cédéao a décidé que le lancement de l'Eco commencera avec les

pays qui remplissent les critères de convergence définis... et qui sont prêts à les respecter, comme l'a encore rappelé l'organisation.

Les critères de convergence sont l'une des raisons des multiples reports du lancement effectif de l'Eco. Pour faire simple, si



DOSSIER

nous sommes dans un groupe, il faut que tout le monde suive les mêmes règles pour que le groupe fonctionne. Et qu'il n'y ait pas de dérogations pour certains membres.

C'est comme si l'Allemagne, championne de la discipline budgétaire au sein de la zone Euro, accepte que la Grèce, par exemple, ne s'astreigne pas aux mêmes règles.

Pour en revenir aux critères de convergence de la Cédéao, il y en aurait six. Moussa Dembélé, économiste et membre du Forum social sénégalais, nous en cite quelques-uns : « Il y a d'abord ce qu'on appelle le déficit budgétaire par rapport au PIB, qui ne devrait pas dépasser 3 %. Il y a le taux d'inflation qui ne devrait pas dépasser 10 %. Il y a également le plafond de la

dette publique du pays, qui ne devrait pas dépasser 70 % du PIB ».

Moussa Dembélé cite les «pays qui théoriquement respectent ces critères : il y a la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Togo, le Cap-Vert, le Bénin, quatre pays donc de l'espace UEMOA. Donc, il y aurait quatre pays qui ne seraient pas prêts : le Sénégal et les trois pays de l'AES».

Aux pays non prêts s'ajoutent donc les autres pays, en majorité anglophone.

Pour rappel, le modèle de l'Eco, qui doit remplacer le franc CFA dans les 15 pays membres de la Cédéao, a pour ambition de re-devenir une monnaie unique sur le modèle de l'Euro.

Alain Dossou

LA GUINÉE DIT NIET À L'ECO

Le fait d'appartenir à différentes zones monétaires ne facilite pas les choses. Au sein de la Cédéao, sept pays ont chacune leur monnaie nationale, de l'autre, vous avez les pays de l'UEMOA. Harmoniser tout cela prend du temps, il y a des divergences, la question du régime de change par exemple. A quelle monnaie l'Eco sera arrimé ? Faut-il un taux de change fixe ou flexible, comme c'est le cas au Nigeria par exemple, la locomotive de la région. C'est la première économie de la Cédéao. A lui seul, il représente près de 70 % du PIB régional et plus de la moitié de sa population. Selon Fiacre Kakpo, rédacteur en chef finance à l'Agence Ecofin, « le Nigeria avait proposé que ce soit un régime flexible. Ce qu'on ne sait pas encore, c'est où l'Eco sera imprimé et où sera la banque centrale ».

« Le franc CFA est arrimé à l'Euro. Il y a des monnaies qui sont en flottement. Ça pourrait être ce choix-là : limiter en fait le degré de flottement. Donc on a peut-être trois monnaies ou quatre monnaies. Et je vois comme candidat : l'Euro, le Dollar, peut-être le Yuan vu que la région commerce beaucoup avec la Chine ». On ne sait pas encore non plus où sera frappée la monnaie ni



Le modèle de l'ECO ne séduit pas Mamadi Doumbouya et les Guinéens. (Ph: DR)

où se trouvera le siège de la future banque centrale. Rien n'est encore décidé, si ce n'est l'annonce d'un lancement en 2027. Et 2027, c'est déjà l'année prochaine... Mais on va reparler de la Guinée, qui a

fait le choix de ne pas renoncer à sa monnaie nationale, au nom de sa souveraineté économique.

Selon le porte-parole du gouvernement le 30 juillet 2026 : le président guinéen a « réité-

ré que la République de Guinée reste attachée à sa souveraineté économique pour continuer à décider de son avenir économique à travers le franc guinéen ».

A.D.

DOSSIER

QUE FAIRE DES PAYS DE L'AES ?

Dans l'annonce du lancement de l'Eco que la Cédéao a publié sur les réseaux sociaux, sur l'image, il y a les drapeaux de 12 pays et non 15. On notera que les pays de l'AES (Burkina Faso, Mali, Niger) ont officiellement quitté l'organisation en janvier 2025. Ce visuel publié par la Cédéao exclut d'office l'AES dont les pays sont pourtant membres de l'UEMOA. Pour l'instant, on sait qu'ils ne remplissent pas encore les critères de convergence. Vont-ils sortir de l'UEMOA et créer leur propre monnaie ? Fiacre Kakpo de l'Agence Ecofin fait remarquer que « plus récemment, il y a des responsables de l'AES qui ont estimé que l'Eco ne serait pas une vraie rupture avec le franc CFA mais un simple changement de nom ». « À ce jour, il n'y a aucune décision officielle, pas de traité, pas de calendrier, pas de banque centrale annoncée pour l'AES. Et donc on est encore dans de simples dé-



Les trois pays de l'AES ne remplissent pas encore les critères de convergence. (Ph: DR)

clarations ». Il reste encore par ailleurs beaucoup de préalables à régler. Un nouveau report du lancement de

l'Eco n'est pas exclu. La Cédéao, du coup, prend les devants. Elle précise que « le lancement de l'Eco commencera avec les pays

qui remplissent les critères de convergence définis et sont prêts à y prendre part ».

AD

LA NOUVELLE STRATÉGIE DE LA CEDEAO

Après plusieurs reports, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) change de méthode sans changer de calendrier : l'Eco, la monnaie unique régionale, doit toujours être lancée en 2027 mais elle ne réunira probablement pas, dès sa naissance, l'ensemble des pays membres. Lors de leur sommet du dimanche 19 juillet 2026 à Lungi, en Sierra Leone, les chefs d'État et de gouvernement ont acté le principe d'un démarrage avec les économies respectant les critères de convergence et prêtes à franchir le pas. Les autres pourront rejoindre progressivement le dispositif, avec l'appui des institutions régionales. Cette décision, inscrite dans le communiqué final de la 69e session ordinaire, marque une évolution importante. Longtemps pensé comme un basculement collectif, l'Eco prend désormais la forme d'une union monétaire à plusieurs vitesses. La CEDEAO



La mort du franc CFA, n'est pas pour demain. (Ph: DR)

tente ainsi de contourner l'un des principaux obstacles rencontrés depuis plusieurs décennies : l'impossibilité d'aligner simultanément des économies aux trajectoires budgétaires, monétaires et inflationnistes très différentes.

Si le calendrier ne précise, pas la

composition du premier cercle. En février, des consultations organisées à Monrovia avaient fait émerger l'hypothèse d'un groupe réunissant le Liberia, le Nigeria, le Ghana, la Sierra Leone, la Guinée et la Gambie. Leur participation demeurait toutefois conditionnée au res-

pect des exigences macroéconomiques et à la mise en place des institutions communes.

La CEDEAO ne reprend pas cette liste dans son dernier communiqué. Elle ne précise pas non plus si certains pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), déjà liés par le franc CFA, participeront au lancement. Cette inconnue est loin d'être un détail. Sans le Nigeria, première économie de la région, l'Eco manquerait d'un poids économique déterminant. Sans la Côte d'Ivoire et les autres membres de l'UEMOA, le projet risquerait de se limiter, dans un premier temps, à une nouvelle union entre pays disposant déjà de monnaies nationales, plutôt qu'à la grande convergence monétaire ouest-africaine promise à l'origine. Les prochaines semaines seront déterminantes.

AD

Gabon « POLITIQUE

ALI BONGO PRÉPARE SON RETOUR AU PAYS

Près de trois ans après le coup d'État qui l'a renversé le 30 août 2023, Ali Bongo Ondimba sort de sa réserve. L'ancien président revient sur sa chute, défend son exercice du pouvoir après son AVC de 2018. Désormais installé hors du Gabon, il affirme qu'il ne briguera plus aucun mandat électif, tout en souhaitant préparer une relève au sein du PDG avant de se retirer de la vie politique.



Ali Bongo : « Je ne voulais pas qu'une seule goutte de sang gabonais soit versée pour moi ». (Ph: DR)

La page Ali Bongo est définitivement fermée au Gabon. Après quatorze années à la tête du Gabon, en effet, celui qui vit désormais en exil en Europe affirme renoncer définitivement à briguer un nouveau mandat. « Je ne me présenterai plus à des élections. Ce chapitre de ma vie est clos », déclare l'ancien chef de l'État. Il indique toutefois vouloir conserver temporairement un rôle au sein du Parti démocratique gabonais (PDG), dont il revendique la présidence, avec l'objectif affiché de transmettre la direction à une nouvelle génération. « Mon intention est de m'effacer pour

lui laisser la place », assure-t-il. Renversé quelques heures après la proclamation des résultats de l'élection présidentielle d'août 2023, Ali Bongo revient également sur sa relation avec Brice Clotaire Oligui Nguema, alors commandant en chef de la Garde républicaine et aujourd'hui président du Gabon. Il rappelle que celui-ci avait servi Omar Bongo avant de travailler sous son autorité et reconnaît avoir été surpris par le coup d'État. L'ancien président affirme avoir privilégié le calme lors de sa destitution afin d'éviter des affrontements. « Je ne voulais pas qu'une seule goutte de sang gabonais soit

versée pour moi », dit-il. Concernant Sylvia Bongo, son épouse, il rappelle qu'elle n'occupait aucune fonction publique. L'ancien président refuse cependant de développer les accusations judiciaires concernant son épouse et son fils, estimant que les procédures en cours doivent désormais établir les faits. Il évoque surtout, dans un registre personnel, les vingt mois durant lesquels il dit avoir été séparé d'eux après le coup d'État. Installé à l'étranger, Ali Bongo affirme souhaiter rentrer au Gabon. Il conditionne toutefois ce retour à des garanties concernant sa sécurité et celle de sa fa-

mille ainsi qu'au respect de l'État de droit. Interrogé sur l'éventualité de travailler un jour avec Brice Clotaire Oligui Nguema, il ne ferme pas totalement la porte. Il subordonne cette possibilité aux conditions politiques et judiciaires qui prévaudraient dans le pays. Cette prise de parole dessine ainsi une position particulière : Ali Bongo annonce la fin de ses ambitions électorales mais pas son retrait immédiat de toute activité politique. Il entend participer à la transmission du PDG avant de s'effacer et affirme conserver l'ambition de retourner dans son pays.

Marie-Inès Bibang



POLITIQUE » Cameroun

PAUL BIYA PEUT-IL ENCORE DIRIGER LE PAYS ?

Au Cameroun, Paul Biya, président du pays depuis 1982, est rentré à Yaoundé le 20 août 2026, après plus de deux mois d'absence à l'étranger, essentiellement passés à Genève, en Suisse. Ce retour, préparé avec soin par les autorités, intervient après une période d'incertitude qui a relancé le débat sur la capacité du chef de l'État, âgé de 93 ans, à diriger le pays.

Les autorités camerounaises ont mis en scène le retour présidentiel de Paul Biya à Yaoundé, le 20 août 2026. La CRTV, le groupe de médias du service public, a en effet mobilisé 200 de ses agents pour la couverture en direct à la radio et à la télévision de l'événement. L'atterrissage du jet privé où étaient installés Chantal et Paul Biya et le trajet de 22 kilomètres emprunté par le cortège présidentiel, de l'aéroport au palais, ont été retransmis et commentés sur ces antennes.

Le vieux dirigeant camerounais a quitté l'aéroport de Yaoundé en saluant la foule d'un geste de la main à travers la fenêtre de la voiture qui le conduisait vers sa résidence, le palais d'Etoudi, accompagné de son épouse. Plusieurs dizaines de militants du parti présidentiel, dont certains arboraient un pagne à l'effigie du président, étaient réunis à l'aéroport pour l'accueillir.

Ce retour intervenait après 73 jours d'absence du président camerounais de son pays. Paul Biya avait quitté la capitale le 7 juin 2026 pour un "court séjour privé en Europe", selon la présidence. D'après la presse camerounaise, il se trouvait à Genève avec sa famille et quelques-uns de ses plus proches collaborateurs.

Ce temps d'absence record a fait fleurir de nombreuses rumeurs sur la situation du chef de l'État, notamment médicale. D'aucuns le disaient très malade et hospitalisé après une opération du genou, d'autres évoquaient des consultations de routine. Le 18 juin 2026, le ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi, avait démenti l'hospitalisation du dirigeant camerounais



La santé de Paul Biya inquiète les Camerounais. (Ph : DR)

dans une clinique genevoise, en réaction à des articles de presse. Fin juin, en réponse à de nouveaux articles évoquant une dégradation de son état de santé, le gouvernement avait de nouveau démenti et assuré qu'il se trouvait au travail.

« Pour une démocratie comme la nôtre, c'est normal que l'absence prolongée d'un président suscite des interrogations. Mais cela n'a rien changé au fonctionnement du pays, qui a continué à fonctionner », a défendu un partisan du RDPC.

Le chef de l'État a-t-il mis à profit cette absence prolongée pour faire aboutir certaines de ses pro-

messes, à l'instar de la formation d'un nouveau gouvernement annoncée il y a neuf mois mais toujours attendue ? C'est ce que les Camerounais attendent de savoir, tout comme le nom de la personne qui sera désignée au poste de vice-président, créé en avril dernier. Tant qu'aucun vice-président n'a été nommé, il incomberait au président du Sénat, Aboubakary Abdoulaye, de prendre le relais en cas de vacance du pouvoir, le temps qu'une élection présidentielle soit organisée.

Ce long séjour hors du pays a aussi nourri les spéculations quant à l'après-Biya. La course

à sa succession reste cependant entourée d'un épais brouillard. En verrouillant le commandement de son armée, confié à ses plus proches, et en remettant à des Israéliens l'encadrement des troupes d'élite et sa sécurité personnelle, le chef de l'État intimide jusqu'à son premier cercle. Ces deux dernières décennies, le dirigeant camerounais a multiplié les séjours privés à l'étranger, notamment dans un très luxueux hôtel de Genève, où l'opposition l'accuse de dépenser des fortunes d'argent public.

Yves - Alain LOPIKO



Nigeria « POLITIQUE

L'OPPOSITION PRÉPARE LA PRÉSIDENTIELLE DE 2027

Au Nigeria, un sommet des forces de l'opposition s'est ouvert le 31 août 2026 à Abuja. Il était organisé par le G-100, une coalition de responsables politiques et de la société civile. Atiku Abubakar et Peter Obi, arrivés respectivement deuxième et troisième lors de la dernière présidentielle, sont à la manette.



Peter Obi et Atiku Abubakar sont candidats. (Ph : DR)

L'opposition nigériane veut la peau de Bola Tinubu. Et cette fois, changement d'approche en vue de la présidentielle de janvier 2027 : il ne s'agit plus de choisir un candidat unique pour représenter l'opposition mais plutôt de jeter les bases d'une coopération entre ses différentes forces.

Autour de la table étaient réunis Atiku Abubakar, ancien vice-président porté par le Congrès démocratique africain (ADC), le sénateur Rabiou Kwankwaso, le gouverneur de l'État d'Oyo Seyi Makinde et Peter Obi, ancien

gouverneur désormais sous la bannière du Congrès démocratique national (NDC). Arrivés deuxième et troisième lors de la dernière présidentielle, ils sont considérés comme les deux principaux concurrents du président sortant Bola Ahmed Tinubu. Quatre autres partis politiques ont également participé au sommet. Une formation d'opposition, le Parti travailliste (LP), a en revanche rejeté sa participation à ce projet, estimant disposer d'un appareil suffisamment fort et structuré pour mener seul la course à la présidentielle.

Pendant ces deux jours de débats, les participants ont créé cinq groupes de travail thématiques. Ceux-ci disposent de quatre semaines pour plancher sur des accords programmatiques et stratégiques, avec l'objectif d'établir une alliance concrète et crédible face au président sortant.

La campagne se joue sur fond d'insécurité persistante et de coût de la vie élevé, deux thèmes centraux déjà mis en avant par les candidats d'opposition depuis le lancement de la campagne, mi-août.

Ce processus n'a toutefois rien de contraignant : les éventuelles décisions prises à l'issue de ces travaux resteront soumises au bon vouloir des différents partis. Pour rappel, 19 candidats sont pour l'heure en lice parmi lesquels le chef d'État sortant Bola Ahmed Tinubu.

La campagne pour la présidentielle de janvier 2027 est déjà lancée !

Lamine Thiam



POLITIQUE » Ghana

LE MANDAT PRÉSIDENTIEL ALLONGÉ D'UNE ANNÉE ?

Le gouvernement ghanéen veut réformer la Constitution. Il propose notamment de porter de quatre à cinq ans le mandat présidentiel et de permettre aux candidats de se présenter dès l'âge de 35 ans. Une réforme présentée comme un moyen de moderniser les institutions, mais qui relance aussi le débat sur les priorités du pays.



Cette nouvelle réforme présentée par John Mahama comme un moyen de moderniser les institutions, relance le débat sur les priorités du pays. (Ph: DR)

Pour quelle raison le gouvernement souhaite-t-il allonger le mandat présidentiel de quatre à cinq années ? Le gouvernement estime qu'un

mandat de cinq ans laisserait davantage de temps pour gouverner entre la transition et la campagne suivante. Pour Franklin Cudjoe, fondateur du think

tank Imani Africa, le vrai débat est ailleurs. « De nombreuses propositions avaient été formulées mais le gouvernement a surtout retenu celles qui portent

sur les questions politiques. Je suis déçu car l'un des principaux défis du Ghana reste la gestion de l'argent et des ressources publiques. C'est, selon moi, une occasion manquée ».

Quatorze ans déjà que cette réforme constitutionnelle est sur la table au Ghana. Une première tentative avait échoué en 2019 : un référendum sur l'élection des responsables locaux avait été annulé à seulement deux semaines du scrutin. Kofi Annan avait participé à ce long processus de révision. Pour lui, il est peu probable que cette nouvelle réforme profite à l'actuel président John Mahama. « Certains, surtout dans l'opposition, pensent que John Mahama cherche à rester un an de plus au pouvoir. Je n'y crois pas. Même si un vote avait lieu rapidement, modifier la Constitution prendrait encore des années de procédures et d'examen juridiques. Je ne pense donc pas que cette réforme puisse le concerner », détaille-t-il.

Les projets de loi doivent être finalisés d'ici octobre. Les dispositions qui nécessitent une révision de la Constitution seront ensuite soumises à référendum, probablement en même temps que les élections locales de 2027.

Parmi les autres mesures retenues figure le déplacement de l'élection présidentielle à la première semaine de novembre. Cette modification vise à laisser davantage de temps entre le scrutin et l'investiture présidentielle fixée au 7 janvier.

Alfred AKASSIMADOU



Guinée « POLITIQUE

LES EXIGENCES DE MAMADI DOUMBOUYA À SES MINISTRES

Le président guinéen n'est pas content. Mamadi Doumbouya a fixé cinq exigences qu'il qualifie de « non négociables » à ses ministres. Au cours du Conseil des ministres du 3 septembre 2026, le chef de l'État a demandé à son gouvernement de passer davantage des discours aux résultats afin d'accélérer le développement du pays.

Le président guinéen hausse le ton. Lors du Conseil des ministres qui s'est déroulé le 3 septembre 2026, Mamadi Doumbouya a listé plusieurs exigences à ses ministres. La première : le chef de l'État souhaite davantage de discipline dans l'exécution des projets, avec un suivi mensuel de leur avancement.

Deuxième exigence : le président exige une gestion plus rigoureuse des deniers publics. Mamadi Doumbouya prévient qu'il ne tolérera « ni le gaspillage, ni la dépense de prestige ».

Le président guinéen demande également que les projets soient mieux préparés avant leur financement, notamment avec des études de faisabilité et un dispositif de maintenance. Autre priorité : faire bénéficier davantage les Guinéens des investissements à travers l'emploi, la

formation et le transfert de compétences. Surtout, les ministres doivent être davantage présents sur le terrain. « Un ministre ne gouverne pas depuis son bureau. Je veux vous voir sur les chantiers, dans les préfectures, dans les sous-préfectures, dans les districts et les villages au contact des populations dont vous avez la charge », leur a lancé le chef de l'État.

À travers cette directive, le chef de l'État entend ainsi renforcer le suivi des actions gouvernementales et rapprocher davantage les ministres des populations à la base.

Un rappel à l'ordre qui intervient quelques jours après le limogeage des ministres Mory Condé et Mourana Soumah, sans explication détaillée des motifs, avant de réaffirmer publiquement que la lutte contre la corruption concernait tous les responsables publics.

LT

Mamadi Doumbouya : « Un ministre ne gouverne pas depuis son bureau... ». (Ph: DR)





DIPLOMATIE » Centrafrique

BRUNO FOUCHER GLACE LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LA CENTRAFRIQUE

Visé par une procédure disciplinaire, l'ambassadeur de France en Centrafrique est au cœur d'un scandale peu commenté à Bangui où la Russie a pris pied sur les ruines de l'influence française.

L'affaire fait grand bruit en Centrafrique. Les révélations sur les soirées de l'ambassadeur français Bruno Foucher dans sa résidence officielle ont largement circulé dans la presse française. Dans les médias centrafricains consultés, en revanche, le sujet reste étonnamment discret. Un contraste dans un pays où les questions politiques, diplomatiques ou de société suscitent d'ordinaire de vifs débats. Comme si, à Bangui, on préférerait regarder ailleurs. Même les contempteurs de l'influence russe, qui auraient pourtant matière à s'en saisir semblent détourner le regard. L'affaire est pourtant sérieuse. Bruno Foucher aurait reçu dans ses appartements privés, entre janvier 2024 et mars 2026, une trentaine de jeunes femmes âgées de 20 à 30 ans, certaines ayant passé la nuit sur place. Le diplomate a reconnu avoir eu des relations sexuelles avec deux d'entre elles. Son comportement aurait notamment inquiété les équipes chargées de la sécurité de la résidence. Une inspection du Quai d'Orsay a été menée en avril. Le ministère français des Affaires étrangères a confirmé l'ouverture d'une procédure disciplinaire, toujours en cours.

En Afrique centrale, Bruno Foucher n'est pas un diplomate comme les autres. Arrivé en 2023, il avait reçu une mission particulièrement délicate : contribuer à réparer une relation franco-centrafricaine profondément dégradée. Son mandat s'inscrit dans un contexte où Paris cherche à reprendre pied dans un pays devenu l'un des principaux laboratoires de l'in-



Bruno Foucher aurait reçu dans ses appartements privés une trentaine de jeunes femmes, certaines ayant passé la nuit sur place. (Ph: DR)

fluence russe en Afrique. Lors de sa prise de fonctions, la presse centrafricaine soulignait elle-même l'ampleur de la tâche : en sept ans, cinq ambassadeurs français s'étaient succédé à Bangui.

Foucher s'était employé à incarner ce retour au dialogue. En 2024, il accompagnait notamment la reprise progressive de l'aide budgétaire française,

suspendue depuis 2021. Dix millions d'euros avaient alors été versés à la Centrafrique, Paris présentant cette reprise comme un signe de « normalisation des relations bilatérales ».

Mais le diplomate s'est aussi immiscé dans la vie politique centrafricaine. En juin 2024, ses déclarations appelant l'opposition à participer aux élections locales avaient provoqué une

levée de boucliers. « Vous ne pouvez pas rester en dehors du processus électoral », avait-il lancé, allant jusqu'à prévenir les opposants qu'ils seraient « balayés du paysage politique » s'ils boycottaient le scrutin. Le Bloc républicain pour la défense de la Constitution lui avait reproché de se mêler de la politique centrafricaine.

Landry ANUARITE



Etats-Unis « SOCIÉTÉ

LA VENTE AUX ENCHÈRES DES OBJETS DE NELSON MANDELA BLOQUÉE...

Le gouvernement sud-africain a saisi la plus haute juridiction du pays pour tenter d'empêcher la vente aux enchères, aux Etats-Unis, d'objets ayant appartenu à Nelson Mandela, arguant qu'ils font partie du patrimoine national.

Une véritable bataille judiciaire se poursuit aux Etats-Unis depuis quatre ans, au sujet d'objets ayant appartenu à Nelson Mandela. Elle porte sur 29 objets, allant de la carte d'identité du héros de la lutte contre l'apartheid à certaines de ses chemises emblématiques, et qu'une maison d'enchères américaine, en collaboration avec l'une des filles de Mandela, souhaite mettre en vente. Parmi les autres objets figurent des vêtements, des écrits et des cadeaux offerts par des présidents américains, notamment Barack Obama et Bill Clinton.

L'Agence sud-africaine des ressources patrimoniales (SAHRA) et le ministère de la Culture ont demandé à la Cour constitutionnelle de déclarer illégales la vente et l'exportation de ces pièces, car leur place est en Afrique du Sud. Ces objets « sont considérés comme des biens patrimoniaux et leur exportation sans autorisation était illégale », ont-ils fait valoir le 8 septembre 2026, selon un résumé de l'affaire publié par la Cour.

Initialement annoncée en 2021, la vente organisée par Guernsey's, une maison d'enchères basée à New York, avait été suspendue en 2022 après une procédure engagée par la SAHRA pour reprendre le contrôle de certains de ces biens.

Après que la justice sud-africaine a donné son feu vert à la vente, celle-ci a de nouveau été annoncée en 2024, avant d'être une nouvelle fois suspendue, le gouvernement poursuivant ses démarches pour tenter de l'empêcher.



Makaziwe Mandela maintient que les objets relèvent de biens privés hérités et qu'elle est en droit de les vendre aux enchères. (Ph: DR)

La Cour d'appel a rejeté en janvier les objections de la SAHRA, estimant que l'organisme chargé de la protection du patrimoine « devait établir en quoi chacun de ces objets constituait un bien patrimonial », selon le résumé.

Makaziwe Mandela, l'une des filles de Mandela, avait autorisé la vente afin de financer la construction d'un jardin commé-

moratif à proximité de la tombe de son père, dans le village de Qunu.

Makaziwe Mandela maintient que les objets relèvent de biens privés hérités et qu'elle est en droit de les vendre aux enchères. Cette bataille judiciaire intervient plus d'une décennie après la mort de Nelson Mandela, en décembre 2013, alors que le rè-

glement de sa succession n'est toujours pas achevé.

Pour rappel, Nelson Mandela a été élu premier président de l'Afrique du Sud démocratique en mai 1994 et a exercé ses fonctions jusqu'en juin 1999. Il est mort en décembre 2013 à l'âge de 95 ans.

Kalifa MARIKO



SOCIÉTÉ » Benin

PATRICE TALON PRÉPARE UNE LOI SUR LES ASSOCIATIONS RELIGIEUSES

Le président du Sénat béninois, Patrice Talon, ancien chef de l'État, annonce la préparation d'un texte de loi spécifique destinée à encadrer la vie des associations religieuses au Bénin.

Les organisations religieuses pourraient bientôt être soumises à un cadre juridique spécifique au Bénin. « Au Bénin, à en croire l'ex-Chef de l'État devenu premier président du Sénat, il sera bientôt voté une loi spécifique sur la vie des associations religieuses ». Cette déclaration a été faite en réponse aux préoccupations de ses compatriotes sur le rôle de l'État dans la formalisation juridique des associations religieuses. En effet, Patrice Talon s'exprimait le 29 août 2026 à Paris, dans le cadre de sa mission de facilitateur du processus de réunification de l'Église du christianisme céleste (ECC), lors d'une rencontre d'information et d'échanges avec les fidèles de cette confession religieuse en France.

La confession, née au Bénin et très implantée dans la sous-région, est engagée dans ce processus depuis plusieurs mois. Ses textes internes ont déjà été révisés pour être mis en conformité avec la loi béninoise sur les associations et fondations.

Mais au-delà du cas de l'ECC, Patrice Talon estime que le cadre juridique actuel limite les possibilités d'intervention de l'État à l'égard des associations religieuses, notamment lorsque l'ordre public est menacé. Patrice Talon a par ailleurs affirmé avoir évoqué ces préoccupations avec des chefs d'État d'autres pays africains et travailler lui-même sur le texte en préparation. C'est dans ce contexte qu'un projet de loi est en préparation. Son adoption pourrait intervenir en 2027, selon le président du Sénat béninois.

Cette annonce intervient alors



Un projet de loi est en préparation. Son adoption pourrait intervenir en 2027, à en croire Patrice Talon. (Ph: DR)

que le Bénin dispose déjà, depuis juillet 2025, d'une loi générale sur les associations et fondations. Le futur texte viserait donc à traiter plus spécifiquement les associations religieuses, dont le fonctionnement soulève, selon Patrice Talon, des enjeux particuliers d'ordre public, de patrimoine et de représentation. Le contenu du texte n'est pas

encore connu. Les déclarations de Patrice Talon laissent toutefois entrevoir des dispositions concernant notamment l'organisation des associations religieuses, leur reconnaissance juridique et les possibilités d'intervention de l'État en cas de menace à l'ordre public. Le texte devrait permettre un encadrement plus précis de la

création et du fonctionnement des organisations religieuses, ainsi que de certains aspects de leur gestion.

Patrice Talon a également justifié cette réforme par les tensions internes qui traversent certaines organisations religieuses, évoquant des affrontements et des pertes en vies humaines.

Le Bénin a déjà connu des violences liées à des tensions religieuses, même si elles ne relèvent pas toutes de conflits internes à une même confession.

En janvier 2022, des affrontements entre des membres de l'Église Azaël, des habitants et les forces de l'ordre à Monkpa, dans la commune de Savalou, avaient fait huit morts, dont deux policiers.

Cinq ans plus tôt, en janvier 2017, à Abomey, des affrontements entre des fidèles de l'Église de Banamè et des habitants, sur fond de tensions autour du culte vodoun et de la royauté d'Abomey, avaient déjà fait deux morts et plusieurs blessés.

Les difficultés liées aux lieux de culte, notamment les nuisances sonores et l'occupation irrégulière d'espaces publics, figurent également parmi les questions susceptibles d'être prises en compte dans cette réforme.

La réglementation des activités religieuses ne part toutefois pas de zéro. Depuis 2022, un décret sur les nuisances sonores impose notamment des restrictions horaires aux activités bruyantes, y compris dans les lieux de culte situés en zone d'habitation.

AA



Crise migratoire Maroc-Espagne « COOPÉRATION NORD-SUD

CEUTA, UNE FRONTIÈRE SOUS TENSION

À Ceuta, l'enclave espagnole, un dispositif sécuritaire exceptionnel est désormais déployé autour du poste-frontière d'El Tarajal. Cette mobilisation vise à contrer une campagne de désinformation sur les réseaux sociaux incitant à un franchissement massif. Madrid et Rabat renforcent leur coopération policière pour éviter un nouvel afflux migratoire.



Madrid et Rabat ont scellé une coopération policière renforcée. (Ph: DR)

L'enclave espagnole bascule à nouveau sous une forte tension. La police espagnole, la Guardia Civil ainsi que les forces de sécurité marocaines ont déployé un dispositif d'urgence exceptionnel autour du poste-frontière d'El Tarajal. Cette mobilisation maximale fait suite à la prolifération massive d'appels au franchissement collectif relayés depuis plusieurs jours sur les réseaux sociaux, en particulier sur TikTok, Instagram et Telegram.

Ces publications et vidéos virales font miroiter une soi-disant «ouverture exceptionnelle»

des accès ou prétendent que les contrôles frontaliers seront complètement suspendus pour la journée. Cette campagne de désinformation organisée vise principalement des jeunes Marocains et des candidats à l'exil originaires d'Afrique subsaharienne. Séduits par ces fausses promesses d'un passage sans encombre, des groupes ont commencé à se rassembler dans les localités marocaines avoisinantes, notamment à Fnideq, espérant rallier le sol européen en escaladant la double clôture métallique ou en tentant une traversée maritime périlleuse à

la nage le long de la côte.

Afin de prévenir des scènes de chaos rappelant les crises migratoires antérieures, Madrid et Rabat ont scellé une coopération policière renforcée. Les forces de l'ordre marocaines ont déjà procédé à l'interpellation de plusieurs internautes soupçonnés d'avoir propagé ces fausses nouvelles et ont dressé des barrages routiers filtrants pour stopper les flux en amont. Côté espagnol, des renforts d'unités d'intervention rapide de la police nationale ont été dépêchés en urgence pour surveiller la digue frontalière et étanchéifier le périmètre

face à toute nouvelle tentative d'intrusion massive.

L'épisode du précédent afflux de migrants ne semble pas tout à fait terminé. Alors que le gouvernement espagnol assure qu'environ 2 000 migrants se trouvent encore dans l'enclave après l'arrivée de 72 000 personnes fin juillet, le président, Juan Jesús Vivas, avance un bilan bien différent. Selon lui, entre 8 000 et 11 000 migrants seraient toujours présents sur ce territoire espagnol.

Redouane BENALI



SOCIÉTÉ » Liberia

MONROVIA VA ACCUEILLIR 1200 EXPULSÉS DES USA

Les Etats-Unis ont proposé des accords se chiffrant en millions de dollars et brandi la menace de restrictions de visas pour inciter des pays tiers, comme le Liberia, à accepter des personnes expulsées, africaines ou originaires d'autres continents.



Le gouvernement libérien a précisé qu'il n'avait ni demandé ni reçu « de compensation ou de promesse de récompense » en échange. (Ph: DR)

Le Liberia a annoncé dans un communiqué qu'il accueillerait jusqu'à 1 200 personnes de nationalité étrangère expulsées des Etats-Unis d'ici un an, dans le cadre du programme sans précédent du président Donald Trump d'expulsion de ressortissants étrangers en situation irrégulière vers des pays tiers. Depuis son retour à la Maison Blanche en 2025, Donald Trump a élargi le nombre de personnes susceptibles d'être expulsées, ciblant notamment celles qui bénéficiaient de protections juridiques leur permettant, sous les administrations précédentes, de vivre et de travailler aux Etats-Unis en raison

de risques de persécutions dans leurs pays d'origine. Le gouvernement américain soutient que, bien qu'il ne puisse renvoyer ces personnes dans leurs pays de provenance, rien ne lui interdit de les envoyer vers des pays tiers. Vingt premiers expulsés sont arrivés depuis quelques semaines au Liberia, ajoute le texte. Ils seront « libres de quitter le pays lorsqu'ils le désireront » ou de demander l'asile. Washington n'a pas réagi dans l'immédiat. D'après The New York Times, le gouvernement Trump souhaite envoyer dans le pays Kilmar Abrego Garcia, un immigré salvadorien devenu symbole de la politique d'expulsions améri-

caine, expulsé par erreur vers le Salvador puis ramené aux Etats-Unis. Sur le continent africain, le Ghana ou encore la Guinée équatoriale sont devenus des points de transit pour les personnes expulsées par les autorités américaines. Les Etats-Unis ont proposé des accords se chiffrant en millions de dollars et brandi la menace de restrictions de visas pour inciter des pays tiers, notamment en Afrique, à accepter des personnes expulsées, africaines ou originaires d'autres continents. Le gouvernement libérien a précisé, dans son communiqué, qu'il n'avait ni demandé ni reçu « de compensation ou de promesse de récompense »

en échange. « Le Liberia bénéficiera d'un soutien pour aider à la gestion de ce programme et renforcer son système de migration de façon plus générale », au titre de ce partenariat à caractère « entièrement humanitaire » selon lui. Le Liberia n'est pas le premier pays africain à accepter ce type de dispositif. La République démocratique du Congo, la République centrafricaine, la Guinée équatoriale, le Cameroun, le Ghana et la Sierra Leone ont également conclu des arrangements avec Washington pour accueillir des personnes expulsées depuis les Etats-Unis.

KM

CÔTE D'IVOIRE



De la Cité des Arts à Grand-Bassam « HOMMAGE

LUCIE GONZALES ANET, CE QUE LE TEMPS NE PEUT DÉCOUDRE

À la Cité des Arts comme à Grand-Bassam, Ghislaine Lucie Gonzales Anet avait fait de la discrétion une signature et de la couture un art du regard. Disparue récemment, elle laisse le souvenir d'une femme douce et réservée, dont le talent s'exprimait dans la précision d'une coupe, l'harmonie d'une couleur et cette élégance sans ostentation qui lui ressemblait tant.

Ils sont venus nombreux pour lui dire adieu. Dans le silence et le recueillement, parents, amis, artistes et connaissances ont accompagné Ghislaine Lucie Gonzales Anet jusqu'à sa dernière demeure. Tous semblaient porter le même souvenir : celui d'une femme discrète, profondément humaine, dont la présence ne s'imposait jamais mais ne s'oubliait pas. Lucie s'en est allée. Elle laisse pourtant derrière elle une empreinte singulière, faite de douceur, de retenue et de beauté. Et surtout, elle laisse un métier auquel elle avait consacré son regard et ses mains : la couture.

À la Cité des Arts, à Abidjan, Lucie avait trouvé son territoire de création. Au fil des années, son atelier était devenu un espace où les étoffes, les couleurs et les silhouettes dialoguaient avec une précision presque instinctive. Chez elle, le vêtement ne précédait jamais la femme. C'était l'inverse. Elle observait d'abord celle qui allait le porter. Une proportion, une posture, une personnalité. Elle savait corriger une ligne, équilibrer un volume, choisir une matière ou associer une couleur avec cette justesse qui faisait sa marque. La couture, entre ses mains, dépassait ainsi la simple confection d'un vêtement. Elle devenait un art du détail et de l'écoute.

Lucie écoutait ses clientes. Elle observait leurs envies, leurs hésitations, leurs silhouettes. Elle proposait, ajustait, recommandait lorsque cela était nécessaire. Son ambition n'était jamais de créer un vêtement spectaculaire pour elle-même, mais de révéler celle qui le porterait. Elle ne cherchait pas l'excès. Elle cherchait le juste. Cette philosophie résumait peut-être toute son approche de la création.

L'ÉLÉGANCE SANS BRUIT

Dans un univers où la mode est souvent associée à la lumière, à la représentation et au spectacle, Lucie avait choisi une autre voie. La sienne était plus silencieuse. Elle ne courait pas après la reconnaissance. Elle laissait ses créations parler pour elle. Sa réserve, loin de constituer une distance, contribuait à son charme. Ceux qui l'ont connue évoquent



Lucie Gonzales laisse le souvenir d'une femme douce et réservée. (Ph: DR)

une femme douce, humble, attentive et profondément attachante. Son élégance n'était d'ailleurs pas seulement une affaire de vêtements. Elle se retrouvait dans sa façon de se tenir, de parler, d'accueillir et de considérer les autres.

Issue d'un métissage, Lucie portait avec naturel une identité plurielle qui nourrissait aussi son regard esthétique. Ses traits, son allure et sa sensibilité participaient d'un univers où les influences se croisaient sans jamais s'imposer. Chez elle, tout semblait affaire d'équilibre.

ENTRE ABIDJAN ET GRAND-BASSAM

Deux lieux occupaient une place essentielle dans son histoire : la Cité des Arts et Grand-Bassam. Le premier était la maison familiale et son territoire professionnel, celui de la création et du travail quotidien. Le second où elle résidait, était une terre de cœur,

chargée de liens familiaux, de souvenirs et d'attachement. Lucie était l'épouse d'Anet Christophe, restaurateur et homme d'affaires connu à Abidjan et à Grand-Bassam à travers l'ex Christophoro, l'ex Watta et les restaurants d'entreprises. À travers cette union, elle était également devenue une figure familière de cet univers bas-samois où se mêlent histoires familiales, culture, restauration et vie sociale. Mais Lucie demeurerait avant tout elle-même : une femme de création qui avait choisi de construire son parcours loin du tumulte.

Dans la famille, juillet occupe une place particulière. Lucie était née le 27 juillet. Sa marraine était née, elle aussi, au cours de ce même mois, le 19 juillet. Son époux, Anet Christophe, appartient également à cette constellation familiale des natis de juillet. Aujourd'hui, ces dates ont changé de signification. Elles sont devenues des points d'ancrage dans la mémoire des proches. Des dates auxquelles on pense à une naissance, à une marraine, à un époux et, plus largement, à une histoire familiale. Les calendriers ont parfois cette étrange manière de conserver les absents.

LE TEMPS DU SOUVENIR

Celui des vêtements imaginés dans son atelier. Des couleurs choisies avec soin. Des clientes qu'elle avait écoutées. Des conversations à voix basse. Des liens familiaux. Des amitiés. Des éclats de rire peut-être, et de tous ces détails qui composent une vie. Lucie Gonzales Anet n'était pas une femme de bruit. Elle était une femme de nuance. Son héritage se trouve peut-être là : dans cette conviction qu'une élégance véritable n'a pas besoin de s'imposer pour être remarquée. Il suffit parfois d'un geste précis, d'une étoffe bien choisie, d'une silhouette parfaitement dessinée. Et d'un fil qui, même après la disparition, continue de relier les vivants au souvenir.

Toute l'équipe de Diasporas-News adresse ses sincères condoléances à son époux, à ses enfants, et à sa famille biologique.

JC PAGNI

SPORT » **Fifa**

L'AFRIQUE, SOUTIEN D'INFANTINO OU ARBITRE DE SA RÉÉLECTION ?

A six mois de l'élection à la présidence de la Fifa, Gianni Infantino se présente comme le favori d'un scrutin dont l'Afrique pourrait une nouvelle fois déterminer l'une des clés. Le président sortant revendique le soutien d'une large partie des fédérations du continent, au nom des investissements réalisés dans les infrastructures et le développement du football. Mais derrière ce soutien affiché, les critiques existent. Entre intérêts de développement, poids électoral et divergences sur la gouvernance, l'Afrique apparaît plus que jamais au centre de la bataille pour le football mondial.

Le président de la Fifa a confirmé, dimanche 6 septembre, qu'il brigerait un nouveau mandat lors de l'élection prévue le 18 mars 2027. Pour l'heure, il est le seul candidat déclaré. La confirmation de sa candidature intervient alors que le dirigeant italo-suisse traverse l'une des périodes les plus délicates de sa présidence. Son projet d'ouvrir à des investisseurs privés une société destinée à accueillir une partie des revenus de la Coupe du monde a suscité de fortes résistances. Le projet, finalement abandonné, a alimenté les critiques sur sa gouvernance et sur la place accordée aux intérêts commerciaux dans la stratégie de la Fifa.

Certains de ses opposants réclament son départ. Plusieurs fédérations ou confédérations ont également pris leurs distances. Mais Infantino conserve un atout majeur : le soutien d'une partie importante du football africain. Et ce soutien n'est pas uniquement électoral. Il s'appuie sur une réalité que plusieurs responsables du continent mettent en avant : depuis l'arrivée de l'Italo-Suisse à la tête de la Fifa, les investissements dans les infrastructures et



Pour Gianni Infantino, l'Afrique pourrait être la clé d'un nouveau mandat (Ph : DR)

les programmes de développement ont augmenté la capacité de nombreuses fédérations africaines à structurer leur football.

« UNE EXCELLENTE NOUVELLE »

Pour Véron Mosengo-Omba, la perspective d'une réélection de Gianni Infantino ne fait guère de doute sur le plan des bénéfices attendus pour l'Afrique. Le président de la Fédération congolaise de football amateur (Fecofa), qui entretient une relation étroite avec le patron de la Fifa, considère sa reconduction comme une « excellente nouvelle ». Invité du Journal Afrique de TV5Monde, le responsable congolais défend sans ambiguïté le bilan d'Infantino et cite en particulier le programme Fifa Forward. À ses yeux, les res-

essentielles dans plusieurs pays en développement. Il cite notamment le stade de Djouba, au Soudan du Sud.

Pour Mosengo-Omba, il ne s'agit pas seulement de construire des terrains ou des stades. Dans des pays confrontés à d'importantes difficultés économiques et sociales, le football peut devenir un instrument de paix, de cohésion et de progrès. C'est dans cette logique qu'il a récemment présenté à Gianni Infantino, à Zurich, son projet « Fecofa 2030 », destiné à structurer le développement du football en République démocratique du Congo. « J'ai parlé de mon programme au président Infantino. Je ne suis pas allé quémander quelque chose au président Infantino », explique-t-il, insistant sur sa volonté de présenter un projet capable d'utiliser efficacement les ressources disponibles pour développer le football congolais.



Pour Véron Mosengo-Omba, la perspective d'une réélection d'Infantino ne fait guère de doute sur le plan des bénéfices attendus pour l'Afrique (Ph : DR)



Fifa « SPORT

54 FÉDÉRATIONS, UN POIDS ÉLECTORAL CONSIDÉRABLE

Pour le dirigeant, les investissements de la Fifa constituent un levier dont l'Afrique ne peut se priver. Derrière les déclarations de soutien se trouve une donnée politique essentielle. L'Afrique compte 54 associations membres de la Fifa. Son poids dans une élection à 211 voix est donc considérable. Véron Mosen-go-Omba affirme que les 54 fédérations africaines ont adressé des lettres de soutien à Gianni Infantino et qu'elles voteront en faveur de sa candidature. Si cette mobilisation se confirmait dans les urnes, elle pourrait constituer un socle électoral déterminant pour le président sortant. Mais cette situation mérite d'être nuancée.

Le soutien à Infantino en Afrique ne signifie pas nécessairement une adhésion uniforme à sa gouvernance. Il traduit aussi des intérêts très concrets : infrastructures, financement des fédérations, compétitions, formation, développement des jeunes et capacité à faire entendre davantage la voix du continent dans les instances internationales. Autrement dit, derrière le soutien à un homme se joue aussi une question de rapport de force : quelle place l'Afrique veut-elle occuper dans le football mondial ?

« NOUS NE POUVONS PAS PENSER COMME UNE FÉDÉRATION EUROPÉENNE »

Samuel Eto'o apporte une autre voix au plaidoyer africain en faveur d'Infantino. Le président de la Fédération camerounaise de football, ancien attaquant du FC Barcelone et de l'Inter Milan, a annoncé son intention de soutenir le président de la Fifa lors de l'élection de mars 2027. Dans un entretien accordé à L'Équipe, il dénonce ce qu'il considère comme un débat trop souvent construit à partir des réalités européennes. Pour lui, les confédérations ne disposent ni des



Le discours de Samuel Eto'o s'appuie sur une expérience personnelle (Ph : DR)

mêmes moyens ni des mêmes contraintes et ne peuvent donc pas être jugées selon les mêmes critères.

Eto'o refuse notamment de considérer l'Uefa comme l'unique référence du football mondial. Son argument est direct : le football africain manque de ressources et d'infrastructures. Pour rattraper une partie de son retard, il a besoin d'investissements massifs. « Si nous n'avons pas d'argent, nous ne pouvons pas le développer », explique-t-il en substance. L'ancien international camerounais estime que l'Afrique doit pouvoir bénéficier davantage de la richesse générée par le football mondial pour construire ses propres structures et offrir de meilleures conditions à ses joueurs. Il défend ainsi les investissements réalisés sous la présidence d'Infantino, estimant qu'ils ont permis à plusieurs fédérations africaines de renforcer leurs infrastructures.

LE FOOTBALL AFRICAIN FACE À UNE RÉALITÉ DIFFÉRENTE

Le discours de Samuel Eto'o s'appuie sur une expérience personnelle. L'ancien capitaine des Lions

indomptables rappelle avoir connu une époque où il ne disposait même pas de crampons. Aujourd'hui encore, explique-t-il, certains jeunes Africains parcourent plusieurs kilomètres pour trouver un terrain où jouer. La comparaison avec l'Europe lui paraît donc difficilement pertinente. Combien de terrains et de stades existent dans les grandes villes européennes ? Combien sont disponibles pour les jeunes Africains ?

Pour Eto'o, ces écarts expliquent pourquoi les responsables africains ne peuvent pas avoir exactement la même lecture que leurs homologues européens. Il refuse également que l'exode des talents africains vers l'Europe soit analysé sans prendre en compte les conditions de développement du football sur le continent. Selon lui, avec des budgets plus importants, des infrastructures adaptées et une meilleure organisation des championnats locaux, de nombreux pays africains pourraient conserver davantage de talents et produire des générations encore plus compétitives. Dans cette perspective, les initiatives de la Fifa apparaissent à ses yeux comme un outil de développement. Le soutien de res-

ponsables comme Véron Mosen-go-Omba et Samuel Eto'o ne doit cependant pas masquer les voix discordantes. Le débat sur Gianni Infantino traverse également le continent.

Claude Le Roy en est l'une des expressions les plus critiques. Le sélectionneur de la République du Congo accuse le président de la Fifa de privilégier les considérations financières au détriment du football. Sa critique est particulièrement sévère à l'égard de la disparition du Championnat d'Afrique des nations (Chan), compétition qu'il considère comme un outil essentiel pour les joueurs évoluant dans les championnats locaux. Pour le technicien français, le Chan représentait un laboratoire permettant aux joueurs africains de se révéler sans devoir immédiatement partir vers les grands championnats européens. Le débat est donc loin d'être uniquement idéologique. Il porte sur une question très concrète : le modèle économique défendu par Infantino permet-il réellement de renforcer les structures du football africain à la base ?

C'est là que se situe l'une des principales lignes de fracture. D'un côté, les soutiens africains d'Infantino mettent en avant les investissements, les infrastructures et l'augmentation des ressources disponibles pour les fédérations. De l'autre, ses détracteurs s'interrogent sur la concentration du pouvoir, la place croissante du financement privé et la priorité donnée aux grandes compétitions internationales et à leur rentabilité. Le projet d'ouverture aux investisseurs privés a cristallisé ces inquiétudes. Pour ses opposants, l'épisode révèle une évolution préoccupante de la Fifa vers un modèle davantage commercial.

Pour ses défenseurs, il faut au contraire accepter de nouvelles sources de financement si l'on veut augmenter les revenus du football et redistribuer davantage de moyens aux fédérations les moins riches. Elle a besoin d'argent pour construire ses in-



SPORT » Football/ Sénégal

PAPE THIAW RÉCLAME UNE FORTUNE À LA FÉDÉRATION

Pape Thiaw, le désormais ex-sélectionneur des Lions de la Téranga, a mis en demeure dans un courrier la fédération sénégalaise de football de lui payer six mois d'arriérés de salaire, pour un montant dépassant les 400 millions de francs CFA.

L'AFRIQUE, ARBITRE DE L'ÉLECTION ?

À ce stade, Gianni Infantino demeure le seul candidat déclaré à l'élection du 18 mars 2027. Les candidatures doivent être déposées avant le 18 novembre. Le paysage pourrait donc encore évoluer. Le président sortant devra obtenir une majorité simple des 211 fédérations affiliées à la Fifa pour prolonger un mandat commencé en 2016 et renouvelé en 2023. Dans cette équation, l'Afrique pèsera lourd.

Mais au-delà du nombre de voix, le continent pourrait surtout être le théâtre d'un débat déterminant sur l'avenir du football mondial. Le soutien de Mosengo-Omba traduit une conviction : Infantino a apporté des moyens nouveaux au développement du football africain. Celui de Samuel Eto'o porte une revendication plus large : l'Afrique doit pouvoir défendre ses propres intérêts et ne plus être jugée uniquement à travers les standards des grandes puissances européennes. Les critiques, elles, rappellent que le développement ne peut pas être réduit aux infrastructures et aux financements. Entre ces positions, l'Afrique cherche son équilibre.

Elle veut davantage de ressources, davantage de représentation et davantage d'influence. Mais elle veut aussi que les décisions concernant son football soient prises avec elle, et non simplement pour elle. C'est peut-être là que se trouve le véritable enjeu de la prochaine élection de la Fifa.

Jean Christophe PAGNI

L'officialisation de Patrick Vieira sur le banc des Lions de la Téranga marque le début d'une nouvelle ère sportive pour le Sénégal. Cependant, en coulisses, l'ombre de son prédécesseur, Pape Thiaw, plane encore lourdement sur la Fédération sénégalaise de football (FSF). Limogé mais réclamant plusieurs millions de francs CFA à l'instance dirigeante, l'ancien sélectionneur se retrouve au cœur d'un imbroglio financier et juridique complexe. Au centre du litige : le montage contractuel de son bail, impliquant un troisième acteur incontournable, l'État du Sénégal. La question paraît simple mais la réponse l'est nettement moins. Dans le modèle sénégalais, la frontière entre l'autorité sportive et l'engagement financier public est souvent poreuse.

Selon la presse sénégalaise, Pape Thiaw a mis en demeure la Fédération sénégalaise de football (FSF) et lui réclame environ 646 110 € au titre de plusieurs sommes impayées. Dans le détail, l'ancien sélectionneur sénégalais réclame 274 408 € correspondant à six mois de salaire, 137 204 € au titre de la part échue de sa prime de signature, 45 735 € de prime spéciale, 16 337 € de frais de déplacement avancés, 18 294 € d'indemnités de logement ainsi que 1 683 € de forfait carburant.

À cette somme s'ajoutent 152 449 € de primes liées au sacre à la CAN (ndlr : le TAS n'a toujours pas statué entre le Sénégal et le Maroc) et à la qualification pour la Coupe du monde, portant le



Pape Thiaw ne lâchera pas l'affaire et devrait pouvoir récupérer son dû. (Ph : DR)

total à 646 110 €. Pape Thiaw affirme n'avoir perçu aucun salaire depuis mars 2026, malgré un contrat courant jusqu'en février 2029 et prévoyant une rémunération mensuelle nette d'environ 45 735 €. Son avocat a laissé huit jours à la FSF pour régler la créance à compter de la réception de la mise en demeure, faute de quoi une procédure ju-

diciaire devrait être engagée. Pape Thiaw ne lâchera pas l'affaire et devrait pouvoir récupérer son dû si tout va bien. L'ancien international ne voulait pas que la Fédération passe à autre chose en nommant son successeur avant que cette affaire soit réglée. Une procédure judiciaire devrait être engagée...

GFY

CAP-VERT



Cap-Vert « SPORT »

VOZINHA, GARDIEN ET AMBASSADEUR DE L'ILE

Il était venu à la Coupe du monde pour défendre les buts du Cap-Vert. Il en est reparti avec une mission presque plus grande : raconter au monde l'histoire d'un petit pays devenu immense par son courage. À 40 ans, Vozinha n'est plus seulement le gardien des Requins bleus. Il est devenu l'un des visages du Cap-Vert.

Il y a des joueurs qui gagnent des matches. D'autres qui gagnent des trophées. Et puis il y a ceux qui, le temps d'une compétition, deviennent les ambassadeurs de tout un peuple. Vozinha appartient désormais à cette dernière catégorie.

Avant le 15 juin 2026, son nom disait, peut-être, quelque chose aux amateurs de football africain. Il était le gardien expérimenté du Cap-Vert, celui qui avait parcouru les championnats d'Angola, de Moldavie, de Chypre, de Slovaquie et du Portugal. Un professionnel respecté, mais loin encore de la lumière des grandes stars du football mondial. Puis vint l'Espagne.

Pour le premier match de l'histoire du Cap-Vert en Coupe du monde, il fallait affronter l'un des favoris de la compétition. L'Espagne dominait, attaquait, multipliait les situations. Et derrière, il y avait Vozinha. Sept arrêts. Un mur. Un 0-0 historique et un trophée d'homme du match pour le gardien cap-verdien. Mais le plus beau n'était peut-être pas sur le terrain. Au coup de sifflet final, Vozinha

s'est effondré en larmes.

Ces larmes racontaient le football autrement. Elles racontaient les grands-parents qui l'avaient élevé, l'enfance à Mindelo, les sacrifices, les années de carrière, les kilomètres parcourus loin de son île. Elles racontaient aussi sa mère, restée loin de l'enceinte américaine parce qu'elle n'avait pas pu obtenir son visa à temps. Tout était là. Le joueur. L'homme. Le fils. Le Cap-Verdien.

C'est probablement à cet instant que Vozinha a cessé d'être seulement un footballeur. Parce que son histoire ressemblait soudain à celle de son pays. Le Cap-Vert est une petite nation insulaire, au large du Sénégal. Une terre éloignée des grands centres du football mondial, avec moins d'un demi-million d'habitants. Et pourtant, ce petit archipel est arrivé à la Coupe du monde avec une équipe capable de regarder les grandes puissances dans les yeux. Vozinha en était l'incarnation parfaite.

À 40 ans, à un âge où beaucoup de gardiens ont déjà rangé leurs gants, lui continuait à courir derrière un rêve commencé des décennies plus tôt. Et lorsqu'il a



Vozinha est devenu le visage du Cap-Vert. (Ph : DR)

enfin atteint la Coupe du monde, il n'est pas arrivé avec les projecteurs braqués sur lui. Il les a allumés lui-même. Josimar José Évora Dias, de son vrai nom, est celui qui a permis au monde entier de situer le Cap-Vert sur la carte du monde. Quelle plus belle histoire pour un ambassadeur ?

Le phénomène Vozinha a dépassé toutes les frontières. Après son match contre l'Espagne, son nombre d'abonnés sur Instagram a explosé. Il est passé de quelques dizaines de milliers de followers à plusieurs millions en quelques jours, jusqu'à dépasser les 17 millions au cours du Mondial selon plusieurs sources. Après la compétition, certaines estimations l'ont même placé autour de 30 millions.

Mais derrière ces chiffres ver-

tigineux, il y a quelque chose de beaucoup plus intéressant. Des millions de personnes qui, jusque-là, ne connaissaient peut-être même pas l'île ont découvert un visage cap-verdien. Et à travers ce visage, une culture. Une musique. Une langue. Un peuple. Une histoire. C'est précisément ce que l'on attend d'un ambassadeur.

Vozinha en est aujourd'hui l'exemple. Il n'a jamais été désigné ambassadeur officiel du Cap-Vert. Mais dans les faits, il en est devenu l'un des plus puissants. Et au Chili, dans son nouveau club de Colo-Colo, il évoluera en mode plénipotentiaire. Car si vous ne connaissez toujours pas le Cap-Vert, dites désormais, « c'est le pays de Vozinha » !

MD



SPORT » Coupe d'Afrique des nations (CAN)

L'ETHIOPIE VEUT ORGANISER LA CAN 2028

L'Éthiopie a annoncé officiellement sa candidature pour organiser la Coupe d'Afrique des nations 2028. La Fédération éthiopienne de football dit que le pays est « prêt à accueillir le plus grand événement footballistique d'Afrique ».

L'Éthiopie a officiellement déposé sa candidature à l'organisation de l'édition 2028 de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), a annoncé la Fédération éthiopienne de football, le 24 août 2026. Le pays, qui a organisé la compétition continentale la dernière fois en 1976, avait annoncé en début d'année son intention d'accueillir la CAN 2028 mais n'avait jusqu'ici pas officiellement déposé de dossier. « L'Éthiopie a officiellement déposé sa candidature » auprès de la Confédération africaine de football (CAF) « pour accueillir la CAN 2028 », a écrit sur X la Fédération éthiopienne de football,



Pour le Premier ministre Abiy Ahmed, cette candidature « répond à toutes les exigences et réaffirme que le pays est tout à fait prêt à accueillir le plus grand événement footballistique d'Afrique ». (Ph : DR)

affirmant être soutenue par le gouvernement fédéral dirigé par le Premier ministre Abiy Ahmed. Cette candidature « répond à toutes les exigences et réaffirme que le pays est tout à fait prêt à accueillir le plus grand événement footballistique d'Afrique », a poursuivi la fédération.

Le pays de la Corne de l'Afrique, le deuxième le plus peuplé du continent avec quelque 130 millions d'habitants, pointe au 143e rang (sur 211) au classement Fifa et sa dernière participation à la CAN remonte à l'édition 2021 au Cameroun. Le pays avait été éliminé dès le premier tour.

Guy-Florentin Yameogo

Football / CAN Féminine 2026



COMMENT LES SŒURS CHAWINGA ONT PORTÉ LE MALAWI JUSQU'EN FINALE

Longtemps freinées par leurs parents, Tabitha et Temwa Chawinga ont persévéré pour vivre de leur passion. Les deux sœurs, faisant désormais parties des meilleures joueuses du continent, ont porté les ambitions du Malawi malgré la finale de la Coupe d'Afrique des nations féminines 2026, perdue le 16 août face au Cameroun (0-3).

Pour sa première participation à la Coupe d'Afrique des nations féminine, le Malawi a réalisé un parcours remarquable. Des résultats obtenus en collectif, notamment grâce aux sœurs Chawinga, qui ont porté leur sélection jusqu'en finale face au Cameroun le 16 août 2026. « Je suis tellement heureuse car beaucoup de gens ne nous donnaient pas la moindre chance à ce niveau mais nous avons prouvé au monde entier que nous avons une bonne équipe », a dé-

claré Temwa Chawinga.

L'histoire des sœurs Chawinga ressemble à un joli miracle. Elles sont extrêmement soudées, tant sur le terrain qu'en dehors, nous livre leur agent depuis leur passage en Chine, Charlie Lee. Tabitha est l'aînée (30 ans), c'est elle qui a ouvert la voie du football et initié Temwa (27 ans) à ce sport dès leur plus jeune âge. « Elles ont grandi en luttant pour le droit de jouer ensemble, bravant les réticences de leur entourage ». Tabitha Chawinga a raconté dans



Grace aux sœurs Chawinga, le Malawi s'est hissé pour la première fois de son histoire en finale de la CAN. (Ph : DR)



Football/ Gabon « SPORT

AUBAMEYANG : « ILS M'ONT HUMILIÉ ET SALI... »

Pierre-Emerick Aubameyang (37 ans) a annoncé le 1er septembre 2026, qu'il souhaitait « [s'] arrêter là » avec la sélection nationale du Gabon, dont il est le capitaine. Le nouveau joueur de La Corogne (Liga) admet avoir mal vécu sa mise à l'écart lors de la Coupe d'Afrique des nations 2026.



Aubameyang : « Je préfère m'arrêter là... ». (Ph : DR)

C'est une nouvelle affaire qui secoue la tanière des Panthères du Gabon. Le capitaine Pierre-Emerick Aubameyang a annoncé sa mise en retrait de l'équipe nationale, s'estimant « humilié » par son exclusion puis sa réintégration après l'échec à la CAN 2025 au Maroc. « Ils m'ont humilié

et sali alors que j'avais joué la CAN en étant blessé, a annoncé le capitaine gabonais le 1er septembre 2026. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et je préfère m'arrêter là ».

Le meilleur buteur de l'histoire des Panthères du Gabon (40 buts en 86 sélections) garde un goût amer après

avoir été désigné responsable de l'échec à la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2025 par le gouvernement gabonais. Le Gabon avait été sorti de la compétition dès la phase de groupes après trois défaites, dont une dernière contre la Côte d'Ivoire (3-2).

« C'est une part de l'identité nationale qui s'en trouve fragilisée », avait alors commenté le président gabonais Brice Clotaire Oligui Nguema. En réaction, le gouvernement avait décidé la dissolution du staff technique, la suspension de l'équipe nationale jusqu'à nouvel ordre, ainsi que la mise à l'écart de Pierre-Emerick Aubameyang (37 ans) et Bruno Ecuele Manga (38 ans). La suspension de ces cadres vétérans de la sélection avait suscité une vague d'indignation parmi les supporters gabonais. « Je pense que les problèmes de l'équipe sont bien plus profonds que la petite personne que je suis », avait réagi Aubameyang.

Le nouveau sélectionneur national du Gabon, Sébastien Migné, devra composer avec le retrait de son capitaine alors que l'équipe prépare les prochaines échéances des éliminatoires de la CAN. Absent du Mondial 2026, le Gabon aura pour objectif de se qualifier pour la prochaine CAN, prévue au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, du 19 juin au 17 juillet 2027.

Boz

GFY



SPORT » Football/ Mercato

LES DERNIERS MOUVEMENTS DE L'ÉTÉ !

Le mercato d'été 2026 a refermé ses portes. Diasporas- News vous propose un tour d'Europe avec les derniers transferts de footballeurs africains.

ILIMAN NDIAYE EST CITIZEN !



75 millions d'euros. C'est la somme qu'a déboursée Manchester City pour s'offrir les services du Sénégalais Iliman NDiaye, ailier droit de formation. « J'ai travaillé toute ma vie pour une telle opportunité. City est l'un des meilleurs clubs au monde ; je les ai vus tout gagner en grandissant. Pouvoir écrire mon propre cha-

pitre dans une histoire aussi exceptionnelle est une chance unique, et je suis déterminé à la saisir à pleines mains. Mon parcours n'a pas toujours été facile, mais j'ai toujours cru que je pouvais jouer pour une équipe qui vise les trophées les plus prestigieux, et me voilà. C'est un sentiment formidable. J'aime jouer au sol, au sein d'une équipe offensive qui cherche à marquer le plus de buts possibles. C'est pourquoi je sais que c'est l'endroit idéal pour moi », a-t-il confié.

SIMON ADINGRA ENVOYÉ À L'AJAX

Simon Adingra va poursuivre sa carrière aux Pays-Bas. Sunderland a officialisé le 2 septembre 2026 le départ de l'ailier ivoirien de 24 ans vers l'Ajax Amsterdam, quelques heures après la fermeture du mercato anglais. L'opération prend la forme d'un prêt payant estimé à 3 millions d'euros. Le club néerlandais disposera également d'une option d'achat évaluée à 16 M€, ce qui pourrait porter le montant total de l'opération à 19 M€ si celle-ci venait à être levée.



CARLOS BALEBA DÉBARQUE À MANCHESTER UNITED

Le milieu de terrain international camerounais Carlos Baleba a été transféré de Brighton à Manchester United, a annoncé le 25 août 2026 le club mancunien de Premier League, qui renforce un peu plus son milieu de terrain.

Le Camerounais a signé pour un montant pouvant grimper jusqu'à 70 M€. Un compromis important par rapport aux exigences de Brigh-



ton un an plus tôt : les Seagulls réclamaient alors plus de 100 M€, portés par la forme étincelante du joueur en 2024/25.

IBRAHIM MBAYE FILE À ASTON VILLA

L'international sénégalais Ibrahim Mbaye (18 ans) est désormais officiellement un joueur d'Aston Villa, où il portera le numéro 19. Devant les caméras des Villans, le désormais ancien joueur du Paris Saint-Germain a livré ses premières impressions et expliqué quelques raisons de sa signature chez le club de Birmingham. « Je me sens bien. Je suis heureux de rejoindre cette équipe et j'espère que tout se passera bien. Aston Villa est un grand club, qui a remporté la Ligue Europa la saison dernière. Je me sens bien et j'espère que l'aventure sera positive », a lancé le nouveau pensionnaire du Villa Park.



AZZEDINE OUNAHİ RETOURNE AU PANATHINAIKOS

Prêté par l'Olympique de Marseille au Panathinaïkos lors de la saison 2024-2025, Azzedine Ounahi (26 ans) retrouve le club grec. Le 2 sep-



tembre 2026, la formation d'Athènes a officialisé le retour du milieu de terrain, en provenance de Gérone. Le coût de cette opération est finalement estimé à 15 M€. L'OM, conformément aux clauses négociées lors du transfert du Marocain en Catalogne, récupère un peu moins de 3 M€.

GFY



Guinée (MMA) « SPORT

FATIMA KOUROUMA, LA GUERRIÈRE DE 224

Fatima Kourouma, surnommée « la guerrière de 224 », est une combattante guinéenne de 25 ans qui s'impose comme une figure majeure du Muay Thai et du MMA (arts martiaux mixtes).

C'est la grosse sensation en Guinée. « La Guerrière de 224 », de son vrai nom Fatima Kourouma (25 ans), championne internationale de « Muay Thai », monte en puissance. En effet, cette pratiquante chevronnée de MMA (Arts Martiaux Mixtes) et de Sambo, n'en finit plus de hisser le drapeau de son pays sur le toit du monde.

Cette Guinéenne a tout récemment marqué les esprits (début mars 2026) en remportant la ceinture du RBS Championship (catégorie -66kg) en Thaïlande. Et « La Guerrière de 224 » a été triomphalement accueillie lors de son retour à Conakry par ses compatriotes guinéens et autres férus des combats de boxe notamment MMA après ce sacre intercontinental en terre thaïlandaise. Il faut aussi rappeler que Fatima Kourouma avait pris part et brillamment remporté la compétition de l'African MMA League 2025 (AMMAL), qui a été organisée en septembre 2025 en Côte d'Ivoire. « Mon objectif est de former des combattantes capables de remporter des ceintures à l'international, a-t-elle confié à la presse locale. Ma mission est d'ouvrir la voie pour ces jeunes femmes qui doutent encore d'elles-mêmes, et de leur montrer qu'avec du travail et de la confiance en soi, elles peuvent atteindre leurs objectifs ». Avant de souligner : « J'attends des autorités qu'elles s'intéressent davantage à notre discipline et qu'elles nous donnent les moyens nécessaires. Nous visons des ceintures reconnues mondialement et des championnats internationaux. Le soutien de la fédération de Muay Thai est crucial, car nous avons de nombreux athlètes talentueux, hommes et femmes. Un appui financier ou institutionnel nous permettrait de concrétiser nos ambitions et de faire rayonner la Guinée à l'international ».

Aujourd'hui, cette championne est reconnue pour sa combativité et son rôle d'ambassadrice des sports de combat féminins en Guinée. Evoquant son avenir, elle se montre claire : « Il y a des projets à court et à long terme, mais pour l'instant, mon souhait est de remporter le maximum de médailles et de ceintures pour le pays. Chaque succès international renforcera notre discipline et encouragera davantage de jeunes filles à se lancer dans le sport de combat ».

Boz



Fatima Kourouma : « Mon souhait est de remporter le maximum de médailles et de ceintures pour le pays ». (Ph: DR)



SPORT » AfroBasket U18

LA CÔTE D'IVOIRE AU SOMMET, UNE GÉNÉRATION AFRICAINE PLEINE DE PROMESSES

Il y avait le décor, le public et l'ambition. Il y a désormais le trophée. La Côte d'Ivoire a remporté à domicile l'AfroBasket U18 masculin 2026 en dominant le Sénégal en finale 73-51. Un succès historique qui permet aux jeunes Éléphants de décrocher leur premier titre continental U18 et de terminer la compétition avec un impressionnant bilan de six victoires en six matches.

Cette victoire vient couronner une génération qui avait déjà donné des signes très encourageants chez les jeunes. Après le sacre ivoirien à l'AfroBasket U16 2025, le titre U18 obtenu à Abidjan confirme surtout que la formation ivoirienne est en train de produire une génération particulièrement intéressante.

Et le contexte rend la performance encore plus remarquable : avant cette édition, la Côte d'Ivoire n'avait plus disputé une finale U18 depuis 2012.

UNE FINALE MAÎTRISÉE DE BOUT EN BOUT

Face au Sénégal, les Ivoiriens ont livré leur match le plus important avec une maîtrise impressionnante.

Ils ont pris rapidement le contrôle de la rencontre et ont progressivement creusé l'écart jusqu'à s'imposer de 22 points, 73-51. Nathan Djako, déjà l'un des joueurs majeurs de la compétition, a encore une fois été décisif avec 22 points.

Cette victoire constitue également une revanche symbolique puisque le Sénégal avait éliminé le Mali, champion en titre, en demi-finale.

LE SÉNÉGAL, UNE BELLE MÉDAILLE D'ARGENT

Les Lionceaux de la Teranga auront été l'une des grandes



La Côte d'Ivoire a remporté pour la première l'Afrobasket U18 en dominant le Sénégal 73-51, en finale. (Ph: DR)

équipes de cette édition. Le Sénégal a notamment réalisé l'exploit d'éliminer le Mali, tenant du titre, en demi-finale sur le score de 55-51. Dans une rencontre particulièrement défensive, les Sénégalais ont pris le contrôle très tôt et ont résisté au retour des Maliens. La deuxième place offre surtout au Sénégal le précieux billet pour la Coupe du monde U19 2027.

LE CAMEROUN CONSERVE SA PLACE SUR LE PODIUM

Finaliste en 2024, le Cameroun a cette fois décroché la médaille de bronze. Les Camerounais ont battu le Mali 73-69 dans le match pour la troisième place. Ils terminent ainsi avec un bilan de 5 victoires pour une seule défaite, preuve de leur remarquable régularité. Cette génération camerounaise confirme donc que la finale surprise de 2024 n'était pas un accident. Daryl Baya, Ronny Ewanke et James Minlend ont

notamment été parmi les joueurs les plus en vue de cette équipe.

LE MALI PERD SON TITRE, MAIS RESTE UNE RÉFÉRENCE

C'est probablement l'une des principales surprises du tournoi. Champion d'Afrique en 2018, 2020 puis en 2024, le Mali arrivait à Abidjan avec le statut de tenant du titre. Mais les Aiglons ont dû abandonner leur couronne après leur défaite en demi-finale contre le Sénégal. Ils terminent finalement quatrièmes, après leur revers contre le Cameroun. Ce résultat n'efface toutefois pas le statut du Mali comme l'une des grandes références africaines dans la formation des jeunes basketteurs. En 2024, les Maliens avaient remporté le tournoi avec un bilan parfait de 6-0.

MADAGASCAR, LA RÉVÉLATION

La sélection malgache a également marqué les esprits. Pour

son retour dans la compétition après son absence de l'édition 2024, Madagascar a terminé 7e, avec notamment un parcours intéressant dans les matches de classement. Mais surtout, l'équipe malgache a révélé l'un des joueurs les plus spectaculaires du tournoi : Harinosy A'Ranty Rasetriarivony. Le jeune arrière a affiché des statistiques impressionnantes : 18 points, 6,7 rebonds et 7,2 passes décisives de moyenne. Il a été sélectionné dans le cinq majeur du tournoi.

LE TCHAD, AUTRE BELLE SURPRISE

Le Tchad a également créé la surprise. Pour sa première participation à l'AfroBasket U18, la sélection tchadienne a atteint les quarts de finale et terminé 8e. Son intérieur Ngaba Yaya a été l'une des révélations individuelles du tournoi. Avec 17,3 points et 13,2 rebonds de moyenne, auxquels s'ajoutent plus de trois contres par rencontre, il a été



CÔTE D'IVOIRE

Basket-Ball (Mondial 2027) « SPORT

PACÔME DADIET REJOINT LA CÔTE D'IVOIRE

Après avoir enchaîné les convocations en équipe de France jeune, Pacôme Dadiet (21 ans), qui n'avait jamais connu de sélections chez les A, a choisi de représenter la Côte d'Ivoire pour la suite de sa carrière. L'ailier des New York Knicks, récent champion NBA, visera la qualification pour le Mondial 2027 avec les Éléphants.



La Côte d'Ivoire récupère un jeune joueur de 2,03 m qui pourrait devenir l'un des visages de sa sélection dans les années à venir. (Ph: DR)

À un an de la Coupe du monde 2027, Pacôme Dadiet, l'ailier des New York Knicks, a choisi de porter les couleurs de la Côte d'Ivoire à l'avenir, qu'il cherchera à qualifier pour cette compétition majeure.

Un choix stratégique pour celui qui possède la nationalité ivoirienne par son père. Il y retrouvera son frère, Maxence, qui représente déjà les Éléphants lors des coupures internationales depuis 2023.

Le natif d'Aubagne, âgé de 21 ans seulement, n'avait toujours pas connu de sélection avec l'équipe de France A, après avoir

enchaîné les convocations chez les jeunes. Il avait notamment obtenu le bronze avec les Bleus lors de la Coupe du monde U17 en 2022.

Le récent champion NBA avec les Knicks a commencé sa nouvelle aventure fin août, où il a enchaîné trois premières rencontres face au Mali (27 août), à l'Égypte (29 août) et à l'Angola (30 août).

Pour les Bleus, cela signifie qu'un prospect sort de l'équation pour les prochaines années. Pacôme Dadiet n'avait encore jamais été appelé avec l'équipe de France A et sa place dans une sélection extrême-

ment dense sur les ailes était évidemment loin d'être assurée. Mais l'ancien du Pôle France reste un joueur dont le potentiel pouvait lui permettre de se mêler un jour à la concurrence. Il a préféré une autre histoire internationale, probablement avec davantage de responsabilités et un lien familial évident. Pour la Côte d'Ivoire, c'est en revanche un joli coup : elle récupère un jeune joueur NBA, fraîchement champion avec New York, qui pourrait devenir l'un des visages de sa sélection dans les années à venir.

Guy-Florentin Yameogo

→ suffisamment performant pour intégrer le All-Tournament Team.

NATHAN DJAKO, LE VISAGE DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION IVOIRIENNE

Difficile de parler de cet AfroBasket sans évoquer Nathan Djako. À seulement 15 ans, le jeune Ivoirien a été désigné MVP du tournoi. Il a tourné à 17,5 points par match sur l'ensemble de la compétition et a joué un rôle majeur dans le parcours parfait des Éléphants. Son potentiel est particulièrement intéressant parce qu'il appartient à une génération ivoirienne qui commence à accumuler les titres dans les catégories de jeunes.

LE ALL-TOURNAMENT TEAM, LE 5 MAJEUR DE LA COMPÉTITION EST COMPLÉTÉ PAR :

- Nathan Djako – Côte d'Ivoire
- Harinosy Rasetriarivony – Madagascar
- Ngaba Yaya – Tchad
- James Minlend – Cameroun
- Code Mbengue – Sénégal

Madagascar a par ailleurs reçu le Fair Play Award.

Le Mali remporte la Décima chez les femmes

Chez les dames, la finale a été le remake de 2024 avec le Mali et le Nigéria en finale. Le résultat fut le même. Le Mali a remporté sa dixième couronne dans la catégorie dont huit d'affilée. Derrière le Nigéria, l'Égypte a affiché sa constance en remportant la médaille de bronze. La Malienne Maïmouna Traoré a été désignée MVP du tournoi féminin.

La Côte d'Ivoire et le Sénégal chez les hommes, le Mali et le Nigéria chez les femmes, représenteront l'Afrique à la Coupe du Monde U19 l'année prochaine.

Malick Daho



CULTURE » Musique

SALIF KÉITA ANNULE SES CONCERTS EN AFRIQUE DU SUD ET DÉNONCE LA XÉNOPHOBIE

Le chanteur et compositeur malien Salif Keïta a décidé d'annuler ses concerts prévus en Afrique du Sud en raison des manifestations xénophobes dans ce pays, affirmant par cet acte condamner «la haine envers (ses) compatriotes africains».

«Je ne peux pas ignorer les rapports sur les violences xénophobes contre nos frères et sœurs africains», affirme l'artiste malien Salif Keïta (76 ans) dans un communiqué sur sa page Facebook. La situation en Afrique du Sud «me force à prendre une décision douloureuse : j'annule mes spectacles commerciaux prévus en Afrique du Sud», indique-t-il, sans préciser les dates et lieux de ces spectacles. Le chanteur fait référence aux violences à caractère xénophobes qui agitent la nation arc-en-ciel, comme l'avait définie l'archevêque Desmond Tutu.

Le chanteur malien surnommé «le cheval blanc» devait se pro-



Salif Keïta dit avoir le « cœur si lourd » en prenant cette décision. (Ph: DR)

duire sur la scène du festival de Macufe le 12 septembre 2026, à Bloemfontein, dans le centre du pays.

Salif Keïta dit avoir le « cœur si lourd » en prenant cette décision, précisant qu'elle ne signifie pas un rejet des populations de l'Afrique du Sud, pays longtemps marqué par l'apartheid et qui, depuis la fin de ce système de ségrégation raciale, « m'a toujours accueilli comme un frère, pas seulement un artiste ».

Mais l'artiste malien dit, par cet acte, vouloir fermer « la porte sur la haine, pas sur les gens » du pays d'Afrique australe. « Quand je vois des migrants attaqués, je ne vois pas « politique ». Je vois des gens à la recherche d'emploi, de sécurité et de dignité. Cela ne correspond pas à l'Afrique du Sud que je connais, l'Afrique du Sud qui a tenu le coup avec le Mali, et l'Afrique du Sud que Nelson Mandela (figure de la lutte anti-apartheid, 1918-2013) a construite », fait-il remarquer.

L'Afrique du Sud, première économie du continent, est depuis longtemps une destination pour les travailleurs africains, en situation régulière ou sans papiers. Mais, confronté à un taux de chômage supérieur à 30 %, le pays a connu des vagues répétées de manifestations xénophobes et anti-migrants, parfois meurtrières. Plus de 160 000 personnes ont quitté l'Afrique du Sud depuis fin mai, selon un décompte établi à partir des chiffres communiqués par les gouvernements africains ayant organisé des rapatriements, dont environ 1 500 Nigériens.

MIB

Humour

SÉNÉGAL :

GORGUI, ARRÊTEZ DE CRIER AU LOUP...
DÈS QUE JE SUIS ÉLU À L'ONU, JE REMBOURSE
TOUTES LES DETTES ET J'INDEMNISE TOUTES LES
VICTIMES DES ÉLECTIONS PASSÉES.





TATIANA ROJO, LA DAME DE FER

Comédienne franco-ivoirienne, Tatiana Rojo s'est fait connaître au cinéma avant de conquérir les scènes francophones. Elle est de retour sur scène avec le deuxième volet de son spectacle «Amou Tati, la dame de fer» qui est resté visible à Paris jusqu'au 5 septembre 2026 à Paris.



Tatiana Rojo : « Vos messages, vos standing ovations, vos retours après le spectacle m'ont portée ». (Ph: DR)

C'est au cœur de Paris, au Petit République, qu'Amou Tati a repris son one-woman-show «La Dame de Fer», pour quatre soirées les 13 et 20 août, 27 août et 3 septembre 2026 à 19h30. Sur scène, elle a incarné une galerie

de personnages hauts en couleur : une mère africaine traditionnelle et autoritaire, un Québécois écolo, un Français bobo égocentrique... autant de portraits savoureux qui ont joué sur les chocs culturels avec finesse et intelligence. Les amateurs de

spectacles à Paris étaient en tout cas comblés.

Portée par une écriture fine semée de paraboles et une présence scénique à la fois théâtrale et chorégraphique, Amoutati a encore exploré avec humour et sensibilité les thèmes

de la diaspora, de la famille et de l'identité.

Il faut dire que ses spectacles, qui tournent dans toute l'Europe et l'Afrique, rappellent avec justesse que nous sommes toujours l'étranger d'un autre. En Île-de-France, le public parisien a déjà largement plébiscité ce one-woman-show, qui a cumulé plus de 1 000 représentations. Sur sa page Facebook, Tatiana Rojo a confié : « Vos messages, vos standing ovations, vos retours après le spectacle m'ont portée. Grâce à vous, Amou Tati, la Dame de fer 2 est prolongé le 17 octobre 2026 et le premier week-end de la Toussaint ».

De son vrai nom Tatiana Rojo, l'actrice, née au Havre, a un parcours un peu particulier. Elle raconte : « Je suis née en France mais à l'âge de 6 ans je suis partie avec ma mère en Côte d'Ivoire. J'ai grandi dans le pays d'origine de ma mère et j'y ai fait tout mon parcours scolaire jusqu'à 18 ans. C'était son souhait. Elle voulait que ses enfants retrouvent leurs racines et en soient fiers. Oui, j'ai été victime du racisme mais des deux côtés de toute façon. Côté africain, c'était davantage de l'ostracisme que du racisme. J'étais différente car j'avais un autre accent que les autochtones...J'ai eu la chance de naître en France et grandir en Afrique, j'ai toujours eu un œil sur l'humain en ce qui me concerne, il ne faut pas avoir peur de l'autre ».

Pour rappel, Tatiana Rojo a joué dans de nombreux films et séries, notamment dans des comédies à succès comme la saga « Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu ? », « Le Crocodile du Botswana » et « Mon Ket ».

LA

GASTRONOMIE » QUEUE DE BOEUF AU GOMBO

Préparation 20 min

Cuisson 1h20

Difficulté **

Pour 6 Personnes

INGREDIENTS

800 g de gombos frais
1 Kg de viande de queue de boeuf
2 grosses tomates fraîches (pas trop

rouges)
2 oignons moyens
4 gousses d'ail
1 poivron vert
1 piment rouge frais (facultatif)

4 cuillerées à soupe de poudre de crevettes séchées
2 feuilles de laurier
1 bouquet garni
2 cubes de bouillon culinaire (épices-oi-

gnons)
1 à 2 pointe de couteau de bicarbonate de soude
Sel, poivre

PREPARATION

1 Faites bouillir la viande préalablement lavée dans une cocotte minute avec deux gousses d'ail, du sel et 2 feuilles de laurier pendant 30 minutes.

2 Retirez les pédoncules et les extrémités pointues des gombos. Coupez-les en très fines rondelles. Réservez.

3 Coupez l'extrémité du piment frais et retirez soigneusement toutes graines. Hachez-le finement. Réservez.

4 Épluchez, lavez et émincez très finement les oignons et les deux autres gousses d'ail. Réservez.

5 Mondez et épépinez les tomates fraîches puis découpez-les en très petits dés. Réservez.

6 Lavez, pelez, épépinez et émincez finement le poivron.

Réservez.

7 Une fois la viande tendre, ajoutez dans l'eau de cuisson, le bouquet garni, les cubes de bouillon culinaire, les tomates,

l'ail, les oignons, le poivron, le poivre, le piment rouge, la poudre de crevettes séchées, remuez bien puis laissez cuire à feu vif 15 minutes environ.



8 Ajoutez les rondelles de gombos et le bicarbonate de soude, mélangez bien. Attendez que la préparation se remette à bouillir puis laissez réduire à feu moyen 15 à 20 minutes encore en mélangeant de temps en temps pour que la sauce n'attache pas au fond de la casserole.

Servez chaud avec du fofou ou du riz blanc selon vos préférences.

De vous à moi
Recette est originaire d'Afrique de l'Ouest. On retrouve la sauce gombos au Bénin, au Togo, en Côte d'Ivoire, au Sénégal mais aussi en Afrique centrale et dans d'autres pays. Le gombos et assez particulier il est toujours meilleur quand il est relevé et même pimenté.

Bon appétit.

Danielle EBENGU

RETROUVEZ LE NUMÉRO 628 D'AMINA mag



EN COVER DE NOTRE NUMÉRO, LA DIVA BÉNINOISE ANGÉLIQUE KIDJO QUI NOUS PARLE DE SON NOUVEL OPUS «HOPE», QUI REND HOMMAGE À SA MÈRE. ALORS QUE L'ÉTÉ SE PROFILE À L'HORIZON, ON EN PROFITE POUR FAIRE LE CHOIX D'UN NOUVEAU MAILLOT. RETROUVEZ DANS NOS PAGES CELUI QUE VOUS PORTEREZ BIENTÔT...

AU SOMMAIRE D'AMINA, DE LA BEAUTÉ AVEC OCÉANE DASSÉ ET LEILA LOPES, DE LA CULTURE AVEC FATOU DIOMANDÉ, ALEXIS ONESTAS, SOKHNA D.B NDAO, ANGELA AQUEREBURU, ELOÏSHA, SAMANTHA BIFFOT, EME-RAUDE, MAGLOIRE, AMEL BAKKAR, MÉLISSA LAVEAUX ET NAWEL BEN KRAÏEM.

SIKOU NIAKATÉ, NOTRE HOMME DU MOIS, NOUS PROPOSE DE RÉINVENTER LA MASCULINITÉ. NATHALIE MASUMBUKO NOUS INVITE À RÉCONCILIER LE CORPS, LA CULTURE ET L'ÉCOUTE DE SOI. SAVEZ-VOUS CE QU'EST LE SYNDROME DE L'IMPOSTEUR ? ON VOUS DIT TOUT À TRAVERS LE PARCOURS DE PERSONNALITÉS QUI ONT DOUTÉ D'ELLES-MÊMES.

DANS LE NUMÉRO ÉGALEMENT DÉCOUVREZ LES SUCCESS STORIES DE FLORIANE FOSSO THIÉBLIN ET MAYA RINALDY. TRÈS BELLE LECTURE !

Retrouvez votre magazine chez votre marchand de journaux ou abonnez-vous via notre site :

<https://www.aminamag.com>

Pour tout contact : redaction@amina-mag.com

COMMUNIQUER - S'INFORMER
VISIBILITE OPTIMALE - IMPORTANTE DIFFUSION

DIASPORAS
 news
 LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Premier Magazine
GRATUIT

Rejoignez-nous !

1 AN
60€
 Frais de port inclus



Flashez-moi

ABONNEMENT

☒ Oui, je reçois **Diasporas-News** magazine pour 30€ par an.

Nom _____

Prénoms _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

E-mail _____

Tél. _____

* Je ne paye que les frais d'envoi et de gestion : 30€ (France métropolitaine).

* Abonnement annuel pour recevoir 11 numéros par voie postale.

* Je règle par chèque bancaire ou postal ci-joint à l'ordre de DCS Group

En application de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant, en vous adressant au service des abonnements.

Date _____ Signature _____

A retourner avec votre règlement à l'ordre de
DCS Group - 39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES



Recevoir
directement
vos magazines
chez vous

Restez informé

LA MEILLEURE SOLUTION POUR TOUTES VOS PUBLICITES



Disponible dans les grandes villes de France : Paris, Marseille, Lyon, Tours, Nice, Bordeaux, Lille, Le Havre, Nantes...
 Ambassades, consulats, grandes institutions, associations, grands événements, restaurants, salons de coiffure, agences de voyages, lieux de transit (gares et aéroports).

Diffusion : 100 000 exemplaires

DIASPORAS-NEWS

39, Rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - FRANCE

CONTACT : Tél. +339 50 78 43 66 OU +336 34 56 53 57 / E-mail : contact@diasporas-news.com - WWW.DIASPORAS-NEWS.COM

RETROUVEZ DIASPORAS-NEWS SUR FACEBOOK

DIASPORAS

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

news

Le Premier Magazine Mensuel

GRATUIT
des diasporas afro-caribéennes en France

Perspectives d'évolution vers d'autres pays

Une version électronique du magazine en PDF
est accessible à travers le monde sur www.diasporas-news.com

Concept éditorial

Offrir une information synthétique, claire et accessible.
Créer une plateforme d'échanges, d'expression et d'interactions
des diasporas avec leur environnement d'émigration.

Choix du gratuit

Conquérir un public plus large et éloigné du marché de l'information payante
mais disposant d'un pouvoir d'achat conséquent pour les annonceurs.

Valeur ajoutée

Offrir une visibilité optimale aux annonceurs avec un contenu rédactionnel innovant
dont la vocation est de rendre l'information accessible à tous et de fédérer des individus
d'ici et d'ailleurs autour du concept de la civilisation de l'Universel.



**100 000
exemplaires**

Pour tout renseignement



DIASPORAS-NEWS

39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - France

www.diasporas-news.com / contact@diasporas-news.com

Bur : +339 50 78 43 66 / Mob : +336 34 56 53 57 / Fax : +339 55 78 43 66